



Projet de l' U M R 6 1 7 3
C I T E R E S
Cités, Territoires Environnement et sociétés
2012-2015

Porteur de projet : Patrice Melé

Septembre 2010

SOMMAIRE

Résumé.....	i
Executive summary.....	iii
1. Auto-analyse et principaux enjeux	1
2. Projet et objectifs scientifiques de l'unité	3
2.1 - Renforcer l'internationalisation des recherches et des publications.....	3
2.2 - Consolider la gouvernance du laboratoire et le fonctionnement de l'UMR en quatre équipes.....	4
2.3 - Renforcer la cohérence et la lisibilité de notre positionnement scientifique.....	6
2.4 - Soutenir des actions transversales et les thématiques émergentes :	6
2.5 - Mieux intégrer les doctorants et améliorer la relation à l'École doctorale	8
2.6 - Impulser la constitution d'un laboratoire réflexif et responsable	8
3. Projets scientifiques des équipes	
1 - Projet de l'équipe CoST	11
2 - Projet de l'équipe EMAM.....	16
3 - Projet de l'équipe IPAPE.....	24
4 - Projet de l'équipe LAT	3
4. Mise en œuvre du projet et perspectives	37
ANNEXE	
Présentation des actions transversales 2012-2015 programmées.....	39

Résumé

Une décision stratégique qui a présidé à l'élaboration du projet de l'UMR pour 2012-2015, a été de conserver son périmètre. Pour une équipe de la taille de CITERES, cette stabilisation institutionnelle nous semble une condition nécessaire pour poursuivre l'objectif de faire vivre à Tours un laboratoire reconnu nationalement et internationalement sur l'analyse des dimensions spatiales et territoriales des sociétés.

Nous avons choisi d'accompagner cette consolidation de l'organisation en quatre équipes d'un programme renouvelé d'activités transversales dans l'objectif, d'une part, d'impulser une réflexion sur le positionnement scientifique du laboratoire et sur les pratiques de la pluridisciplinarité qui caractérisent CITERES et, d'autre part, de permettre l'émergence de thématiques transversales et émergentes, de favoriser la constitution de nouveaux collectifs de recherche et de rendre possible la prise de risque.

La stratégie qui a été choisie pour le prochain contrat quadriennal repose sur six grands objectifs :

- **Renforcer l'internationalisation des recherches et des publications** : Une plus forte mobilisation de l'unité sur des projets européens semble nécessaire. L'UMR soutiendra la constitution de réseaux en amont du montage de projets internationaux et accompagnera, avec les dispositifs de soutien mis en place par le CNRS, l'Université de Tours et ceux qui pourront être créés au niveau de la MSH, le montage de réponses à des appels d'offre européens. La visibilité internationale des travaux de l'UMR passe aussi par l'accroissement du nombre de publications sur des supports à diffusion internationale. Le dispositif d'aide à la traduction pour publication sur le budget commun de l'UMR sera maintenu et développé. De même, le site Web de l'UMR devra évoluer et la présence des chercheurs de l'unité dans des dispositifs en ligne sera accrue.

- **Consolider la gouvernance du laboratoire et le fonctionnement en quatre équipes** : Les équipes constituent un élément central de la gouvernance du laboratoire, celui-ci fonctionne en effet sur un mode subsidiaire, chaque équipe étant dotée d'une modalité d'organisation collégiale et d'un projet scientifique spécifique élaboré en reformulant ou modifiant les priorités de l'équipe sur la base de l'évaluation de ses activités de la période précédente.

- **Renforcer la cohérence et la lisibilité de notre positionnement scientifique** : L'UMR CITERES représente une expérience réussie de regroupement pluridisciplinaire autour d'une thématique et d'objets communs. L'ample pluridisciplinarité et l'intensité de la recherche contractuelle sont deux points forts du laboratoire. Ces deux spécificités, qui pourraient représenter aussi des risques pour la cohérence des recherches du laboratoire, renforcent la nécessité d'un important travail d'échanges scientifiques internes.

- **Soutenir des actions transversales et les thématiques émergentes** : Il est proposé la mise en place d'un soutien à des activités transversales de quatre types, permettant : (a) Une réflexion sur les principaux champs scientifiques auxquels contribuent les travaux de l'UMR CITERES ; (b) L'interrogation pluridisciplinaire de certaines notions ou méthodes d'investigation ; (c) Le soutien à des actions transversales diversifiées ; et (d) Le soutien à la constitution de réseaux nationaux et internationaux .

- **Mieux intégrer les doctorants et améliorer la relation à l'École doctorale** : Les échanges mis en place pour la constitution du projet quadriennal du laboratoire ont conduit à la création d'un conseil des doctorants (regroupant deux doctorants de chaque équipe) dans l'objectif d'instaurer un espace de discussion entre le bureau de l'UMR et les doctorants du laboratoire. Un des objectifs principaux de ce conseil sera de conduire une réflexion sur l'homogénéisation des conditions faites aux doctorants dans chacune des équipes et sur les possibilités d'amélioration de l'intégration des doctorants au sein des activités du laboratoire.

- **Impulser la constitution d'un laboratoire responsable et réflexif** : Notre UMR constitue un laboratoire ouvert sur la société. Le projet 2012-2015 souhaite non seulement accompagner les chercheur(e)s dans la diffusion de leurs travaux sur des supports scientifiques internationaux disciplinaires ou transdisciplinaires, mais il considère aussi nécessaire d'inciter les chercheurs à restituer et valoriser leurs travaux auprès des institutions et des populations liées à chacune des recherches mise en œuvre. Par ailleurs, l'UMR CITERES souhaite s'engager à participer activement à la politique de "développement durable" mise en œuvre au sein de l'Université de Tours.

Executive summary

The drafting of the research project for 2012-2015, relies upon the strategic decision that led to agree on its perimeter i.e. its organization into four teams. For a research unit the size of CITERES, this institutional stabilization seems a necessary condition to have a research center recognized nationally and internationally.

We chose to support this organizational consolidation by a renewed program of cross-cutting activities with the aim, firstly, to stimulate reflection on the positioning of the research center and on the multidisciplinary practices that characterize CITERES and, secondly, to allow the emergence of cross-cutting and emerging issues, to promote the creation of new communities of research and enable risk-taking.

The strategy that was chosen for the next four-year contract is based on six key objectives:

- Strengthen the internationalization of research and publications; a greater mobilization of the unit on European projects seems necessary. CITERES will support networking activities in order to elaborate international projects and will support them, with the support mechanisms established by the CNRS, the University of Tours, and those which may be created at the MSH level. The international visibility of the production of the research center also requires increasing the number of publications on international media. The financial help for the translation of articles on the common budget of the UMR will be maintained and developed. Similarly, the website will evolve and the researchers will be encouraged to increase their presence in online publication devices.

- Strengthen the center's governance and its organization into four teams: teams are a central element of the governance of the research center, which works on a subsidiary mode. Each team has a collegial form of organization and a specific scientific project developed by reformulating or changing priorities of the team on the basis of the evaluation of its activities in the previous period.

- Strengthen the coherence and the readability of our scientific position: CITERES represents a successful multidisciplinary grouping around a common theme and objects. The multidisciplinary and the intensity of research undertaken through contracts constitute the two strengths of the laboratory. These two characteristics, which could also be a source of risks for the coherence of the group's research, reinforce the need of major scientific internal exchanges.

- Support for cross-cutting actions and emerging themes: four types of cross-cutting activities will be supported, allowing: (a) A reflection on the key scientific fields that contribute to the work of UMR CITERES; (b) The multidisciplinary interrogation of certain concepts or methods of investigation; (c) The support to various cross-cutting activities; (d) A support to the establishment of national and international networks.

- Better integration of doctoral students and improvement of the relationship with the Graduate School: the exchanges set up for the constitution of the four-year project of the CITERES led to the creation of a council of doctoral students (two graduate students from each team) with the objective to create a space for discussion between the head of the research center and PhD students. A major goal of this council will be to conduct a reflection on the homogenization of the conditions for doctoral students in each team and the possibilities of improving the integration of the students in lab activities.

- Promote an accountable and reflexive research center: CITERES is mainly open to society. The 2012-2015 project aims not only to support the researchers in the dissemination of their work through international scientific media (disciplinary or interdisciplinary), but also to encourage researchers to showcase their work and give feedback to the institutions and people that are concerned with the research issues. In addition, the UMR CITERES will commit itself to actively participating in the sustainable development policy implemented at the level of the University of Tours.

1. Auto-analyse et principaux enjeux

Le bilan de l'unité et l'évaluation que nous avons réalisés en interne montrent que l'UMR CITERES présente de nombreux atouts. Le regroupement des équipes constitutives est aujourd'hui considérée par tous comme ayant eu des effets positifs en termes de mutualisation de moyens, de constitution d'une organisation performante de mise en œuvre de projets de recherche, de structuration du champ local de la recherche en sciences humaines et sociales et de visibilité du pôle de recherche sur la thématique "Villes et territoires" impulsé par l'Université de Tours. En termes de pratiques de recherche, la nouvelle organisation en quatre équipes mise en place en 2008 a rendu possible la mise en œuvre d'une large pluridisciplinarité au service d'un programme scientifique resserré et la multiplication des activités transversales. Or, ce bilan a aussi permis d'identifier plusieurs enjeux qui ont constitué autant de pistes de réflexion pour concevoir le projet 2012-2015.

Une ample pluridisciplinarité, gage d'une bonne attractivité et d'une bonne insertion dans la recherche française et internationale, mais qui ne doit pas devenir source de dispersion

C'est principalement la pluridisciplinarité des recherches menées qui caractérise l'UMR CITERES et qui permet à ses membres de s'inscrire dans quatre champs principaux de recherche : la recherche urbaine, la recherche environnementale, la recherche sur les territoires et celles sur les recompositions sociales contemporaines. Une telle configuration permet de présenter une base de recherche adaptée aux différents appels d'offre proposés par les instances de recherche dans ces domaines. C'est pourquoi, l'inscription de l'UMR dans la recherche contractualisée est importante. Il est souhaitable et souhaité qu'un tel dynamisme perdure. Toutefois, le développement de la recherche contractuelle n'est pas sans comporter des risques en termes de dispersion et de pilotage de la recherche. Il est donc important d'éviter un trop grand éparpillement des projets menés ou tout au moins d'être en capacité de consolider la production de connaissances entre les équipes et les enseignants chercheurs.

Par ailleurs, la taille importante de l'UMR, et le dynamisme de ses membres permettent une visibilité externe du laboratoire et son inscription dans le champ de la recherche nationale voire internationale sur les relations des sociétés à leur espace. De fait, l'UMR produit un effet d'attraction vis-à-vis des enseignants chercheurs et des doctorants : la croissance des effectifs d'un côté et le nombre de demande d'inscription en doctorat en témoignent. Toutefois, une telle croissance des effectifs ne va pas sans risque ici encore de dispersion ; c'est pourquoi il est nécessaire de maintenir une structuration de l'UMR qui soit cohérente sur le plan scientifique. La décision a donc été prise pour le contrat à venir de maintenir la structuration du laboratoire en quatre équipes, ainsi que son mode de fonctionnement à la fois subsidiaire et permettant un réel interfaçage entre les équipes et les enseignants chercheurs.

Par ailleurs pour ce qui concerne les doctorants, une politique sélective des inscriptions a permis de mieux adapter le nombre des doctorants aux débouchés professionnels et aux capacités de financement et d'encadrement de l'UMR. La disposition d'un financement pour la thèse doit en effet être un élément important de la décision d'inscription. Enfin notons que l'effet d'attraction reste insuffisant pour ce qui concerne les chercheurs CNRS, et ce malgré les demandes chaque année d'inscription de l'UMR CITERES comme laboratoire de rattachement. L'intégration de chercheurs CNRS à l'UMR CITERES doit rester une priorité.

Enfin la visibilité internationale du laboratoire passe par une implication plus importante encore dans des projets européens. L'UMR, avec l'aide de l'université, devrait pouvoir développer dans le cadre du prochain contrat des projets collaboratifs à cette échelle. De même, une plus grande institutionnalisation des partenariats et réseaux internationaux développés devrait permettre d'accroître cette visibilité.

Une bonne insertion locale et régionale mais qui ne doit pas enfermer le laboratoire à cette échelle

L'insertion de l'UMR au sein de la Maison des Sciences de l'Homme lui permet de bénéficier d'un lieu d'échanges et de mutualisation de moyens. Une telle fédération permet d'inscrire les recherches de CITERES dans un processus local de production de recherche, et d'ouvrir ces recherches à d'autres disciplines tel le droit ou l'histoire contemporaine ou d'autres thématiques comme le *genre*. Par ailleurs, l'université de Tours a su accompagner les efforts de structuration de l'UMR et maintenir voire augmenter les postes d'enseignants chercheurs qui lui sont affectés. L'inscription recherche de ces postes proposés étant un élément dirimant de leur profilage. En outre sa politique d'incitation au bon fonctionnement des laboratoires, menés par le Conseil scientifique, a permis à l'UMR de bénéficier de bonnes conditions en locaux et en crédits.

Enfin les nombreuses activités des enseignants chercheurs tant au sein de l'université que dans les structures d'accompagnement scientifique d'organismes régionaux et nationaux montrent à l'évidence la bonne insertion de l'UMR dans le tissu socio-économique environnant. Pour autant, il est important de ne pas enfermer l'UMR dans ce cadre local ou régional. À cet égard si le PRES Orléans Tours peut constituer une opportunité de collaborations nouvelles, il ne doit pas limiter l'horizon des partenariats de l'UMR.

Une valorisation des travaux importante mais qui mériterait d'être plus soutenue

Enfin, un réel effort doit être maintenu pour favoriser les publications scientifiques sur des supports à diffusion internationale. Une attention doit ainsi être particulièrement portée aux temps de valorisation des travaux, que le calendrier universitaire de plus en plus resserré permet de moins en moins. Des espaces de "respiration" pour les enseignants chercheurs leur permettant de mieux valoriser leurs travaux sont indispensables. À ce titre la politique de décharge des nouveaux entrants mis en place par l'université est un premier pas. Elle devra s'accompagner d'un renforcement des possibilités de Congés sabbatiques et/ou de délégation au CNRS pour les membres de l'UMR, en lien, bien, sûr avec les structures d'enseignement.

Ces différentes réflexions ont guidé pour partie l'élaboration du projet de l'UMR et de ses équipes.

2. Projet et objectifs scientifiques de l'unité

La configuration actuelle de l'UMR CITERES (cf. partie bilan) organisée sur la base de quatre équipes a été mise en place en 2008. Cette organisation a été le résultat d'un processus de reconfiguration permettant de rendre plus homogène et pertinente la structuration de l'UMR : deux des quatre équipes ont ainsi été créées sur la base d'un projet et d'un périmètre renouvelés et resserrés. L'auto-évaluation que nous avons menée, nous conduit à considérer que cette réorganisation a eu un effet positif sur l'implication des chercheurs et sur la productivité de l'UMR, en permettant, en particulier, l'émergence de nouveaux collectifs mobilisés sur la réalisation de projets de recherche ; comme en témoigne le grand nombre de programmes financés réalisés ou en cours de réalisation.

Une décision stratégique qui a présidé à l'élaboration du projet de l'UMR pour 2012-2015, a été de conserver son périmètre. Pour une équipe de la taille de l'UMR CITERES, cette stabilisation institutionnelle nous semble aujourd'hui une condition nécessaire pour poursuivre l'objectif de faire vivre à Tours un laboratoire reconnu nationalement et internationalement sur l'analyse des dimensions spatiales et territoriales des sociétés. En effet, nous considérons que la stabilité du périmètre du laboratoire et de l'organisation en équipes permettra de consolider les dynamiques en cours et de concentrer les efforts sur le positionnement scientifique et le rayonnement du laboratoire. De nombreux programmes financés sont en cours, d'autres sont en projet. Après une phase de forte mobilisation sur des réponses à des appels d'offre et d'intense réalisation de recherches collectives, la période 2012-2015, non seulement devra poursuivre cette activité, mais sera aussi un important moment pour le laboratoire de valorisation de ces opérations, une période de diffusion et de rayonnement du laboratoire, comme le montre le grand nombre de colloques présents dans les projets des équipes. Le prochain contrat devra être aussi un moment de forte mobilisation du laboratoire sur des activités internationales, d'attention renouvelée aux modalités d'intégration de l'ensemble des membres du laboratoire et de mise en place des conditions du fonctionnement d'une organisation attentive aux impacts de ses actions.

Nous avons choisi d'accompagner cette consolidation de l'organisation en quatre équipes, d'un programme renouvelé d'activités transversales dans l'objectif, d'une part, d'impulser une réflexion sur le positionnement scientifique du laboratoire et sur les pratiques de la pluridisciplinarité qui caractérisent CITERES et, d'autre part, de permettre l'émergence de thématiques transversales et émergentes, de favoriser la constitution de nouveaux collectifs de recherche et de rendre possible la prise de risque.

La stratégie qui a été choisie pour le prochain contrat quadriennal repose donc sur six grands objectifs :

- Renforcer l'internationalisation des recherches et des publications ;
- Consolider la gouvernance du laboratoire et le fonctionnement en quatre équipes ;
- Renforcer la cohérence et la lisibilité de notre positionnement scientifique ;
- Soutenir des actions transversales et les thématiques émergentes ;
- Mieux intégrer les doctorants et améliorer la relation à l'École doctorale ;
- Impulser la constitution d'un laboratoire responsable et réflexif.

2.1 - Renforcer l'internationalisation des recherches et des publications

Il s'agissait déjà d'un objectif du contrat actuel et le bilan de l'activité de l'UMR montre le dynamisme des actions internationales. Celles-ci prennent la forme de la participation des chercheurs de CITERES à des colloques internationaux, des publications internationales mais aussi le développement de

partenariats avec des laboratoires étrangers dans le cadre de projets pilotés par l'UMR ou par ses partenaires. De plus, une part significative des recherches développées concernent des terrains étrangers : c'est le cas bien sûr des travaux des membres de l'équipe EMAM, mais aussi de chercheurs d'autres équipes (cf. partie bilan). Ces recherches ont souvent produit des liens institutionnels sur le long terme et la participation à des réseaux mondiaux de chercheurs travaillant sur un pays ou une aire culturelle. De plus, l'UMR possède aussi une expérience de montage et de gestion de projets européens.

Néanmoins, une plus forte mobilisation de l'unité sur des projets européens semble nécessaire. L'UMR soutiendra la constitution de réseaux en amont du montage de projets internationaux et accompagnera, avec les dispositifs de soutien mis en place par le CNRS, l'Université de Tours et ceux qui pourront être créés au niveau de la Maison des Sciences de l'Homme (MSH), le montage de réponses à des appels d'offre européens. En effet, l'université de Tours souhaite s'engager, avec l'aide de la Région-Centre, à développer une aide conséquente au montage de projets européens, en permettant aux équipes d'embaucher pour quelques mois un ingénieur de recherche qui puissent les aider à construire un tel partenariat. L'UMR CITERES entend s'inscrire dans cette dynamique pour les prochains appels à proposition de recherche de l'Union Européenne.

L'UMR tentera d'organiser la convergence de réseaux internationaux actifs et d'instaurer des partenariats avec des laboratoires. Il ne s'agit pas de multiplier les accords, mais d'identifier des partenaires avec lesquels l'UMR peut construire un partenariat institutionnel de long terme et définir un programme pluriannuel d'activité.

L'auto-évaluation du laboratoire conclut à la nécessité d'accroître les publications et la valorisation des travaux de l'UMR sur des supports à diffusion internationale. Le dispositif d'aide à la traduction pour publication sur le budget commun de l'UMR sera maintenu et développé.

La visibilité internationale des travaux de l'UMR passe aussi par l'évolution du site Web de l'UMR et la plus grande présence des chercheurs de l'unité dans des dispositifs en ligne. L'archivage sur des bases de données pérennes (HAL-SHS) pratique qui n'est pas encore généralisée à l'ensemble des chercheurs de l'unité sera fortement impulsé, ainsi que les dispositifs d'éditions électroniques ouvertes (du type carnet de recherche en ligne d'Hypothèse.org), mais aussi sur des plateformes spécialisées internationales liées à des réseaux de recherche.

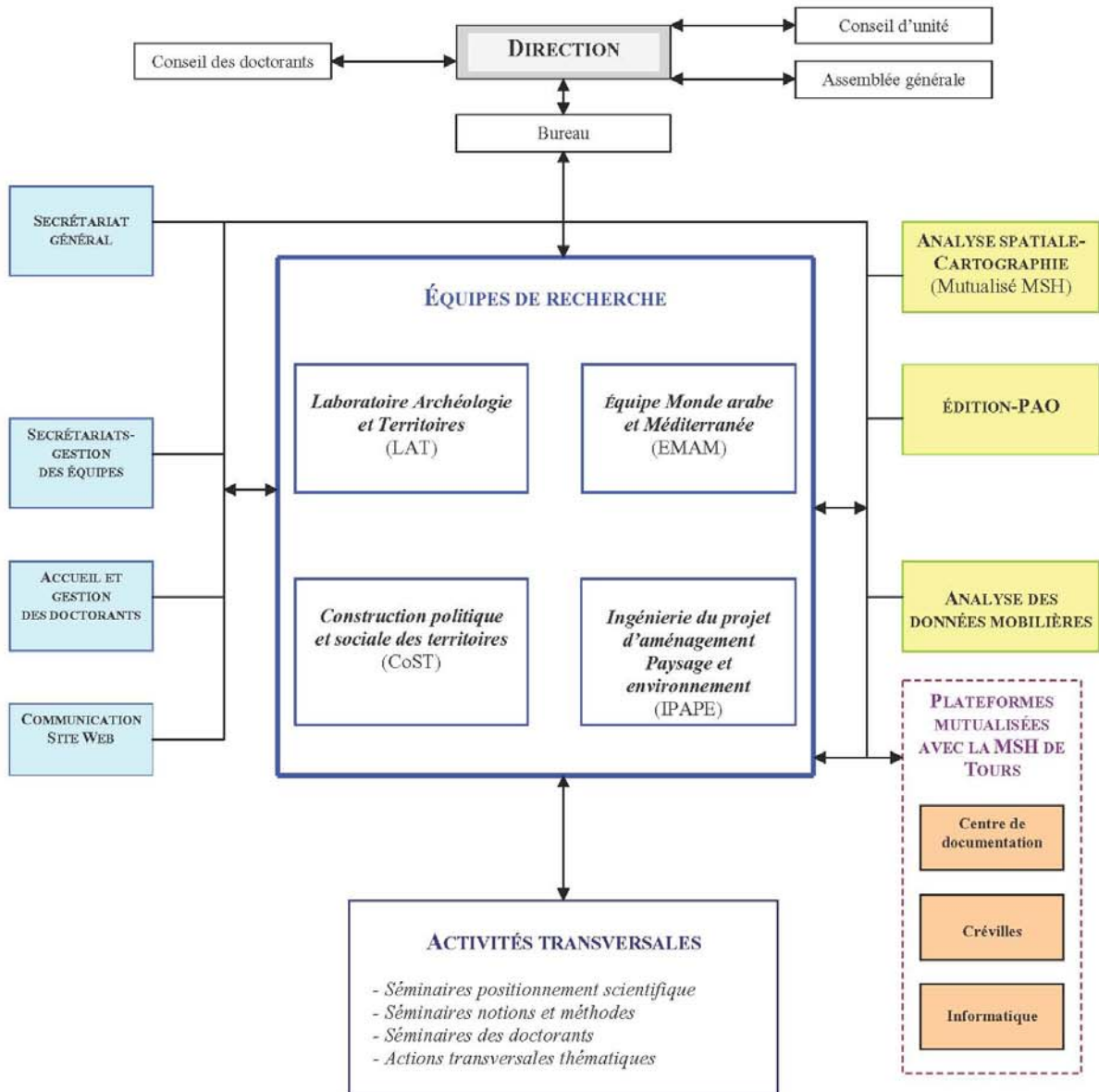
2.2 - Consolider la gouvernance du laboratoire et le fonctionnement de l'UMR en quatre équipes

La spécificité du laboratoire CITERES est, comme nous l'avons montré dans le bilan, de mettre en œuvre différentes modalités de recherche pluridisciplinaire à partir de quatre équipes caractérisées sur des thématiques différentes. Chacune des équipes a élaboré un projet scientifique en reformulant ou modifiant ses priorités sur la base de l'évaluation de ses activités de la période 2008-2010 (cf. point 3. : Projets des équipes).

Les équipes constituent aussi un élément central de la gouvernance du laboratoire, celui-ci fonctionne en effet sur un mode subsidiaire, chaque équipe étant dotée d'une modalité d'organisation collégiale (bureau ou conseil d'équipe, assemblée générale) (cf. l'organigramme fonctionnel pour 2012-2015).

Le laboratoire restera organisé selon les modalités de gouvernance mises en place en 2008 et maintenant rodées. Autour d'un directeur, de quatre directeurs d'équipes qui sont aussi directeurs adjoints de l'UMR, d'un bureau réunissant deux membres de chaque équipe, du conseil d'unité et d'une assemblée générale. La principale modification par rapport au contrat précédant, consiste dans la mise en place d'un conseil de doctorant, qui doit réunir deux doctorants de chaque équipe (cf. partie sur l'intégration des doctorants) et le statut des axes transversaux.

ORGANIGRAMME CITERES 2012-2015



2.3 - Renforcer la cohérence et la lisibilité de notre positionnement scientifique

L'UMR CITERES représente, à nos yeux, une expérience réussie de regroupement pluridisciplinaire autour d'une thématique et d'objets communs. L'ample pluridisciplinarité et l'intensité de la recherche contractuelle sont deux points forts du laboratoire. Ces deux spécificités, qui pourraient représenter aussi des risques pour la cohérence des recherches du laboratoire, renforcent la nécessité d'un important travail d'échanges scientifiques internes :

- au sein des équipes sur les apports de chaque opération de recherche aux thématiques de l'équipe ;
- mais aussi à l'échelle de l'ensemble de l'UMR sur la cohérence et la visibilité du positionnement scientifique de CITERES, sur la place de la recherche développée au sein de différents champs de recherche.

Un enjeu pour le prochain contrat est pour nous de renforcer le travail collectif sur nos objets communs et sur les apports d'un dispositif de recherche pluridisciplinaire (cf. partie suivante).

2.4 - Soutenir des actions transversales et les thématiques émergentes

L'auto-évaluation des axes transversaux inscrits pour le contrat actuel (cf. partie bilan) nous a conduit à trois principaux constats :

- les difficultés de positionnement de certaines activités entre les équipes et les axes de recherches transversaux,
- l'inégal fonctionnement des quatre axes, qui n'ont pas tous donné lieu, sur la période considérée, à un séminaire régulier et/ou à l'organisation d'opérations de recherche spécifiques ;
- l'ampleur de différents types d'actions collectives (journées d'études, réponses à des appels d'offre, projets de colloque, séminaires) sur des thématiques souvent plus précises que celles des axes affichés et regroupant des collectifs resserrés de chercheurs inscrits dans des équipes différentes ;

Ces éléments nous conduisent aujourd'hui à modifier les modalités d'organisation des activités transversales. Nous souhaitons abandonner la notion d'axe transversal, telle que nous l'envisagions, c'est-à-dire selon des modalités de fonctionnement proches de celles des équipes (un responsable, un groupe de chercheurs, un séminaire régulier, des opérations de recherche, un fonctionnement pour quatre ans), pour proposer la mise en place d'un soutien à des activités transversales plus diversifiées de quatre types.

Ces activités doivent permettre :

a - *Une réflexion sur les principaux champs scientifiques auxquels contribuent les travaux de l'UMR CITERES.* On l'a noté (dans la partie positionnement scientifique) les travaux de CITERES sont aujourd'hui insérés au sein de quatre principaux champs de recherche pluridisciplinaires : la recherche urbaine, la recherche environnementale, les recherches sur le territoire, celles sur les effets des recompositions sociales. Nous proposons d'organiser au niveau de l'UMR, en s'appuyant sur les postures des différentes équipes, une réflexion sur les évolutions des problématiques et des pratiques de recherche au sein de ces différents champs thématiques : journées d'études, colloques ou réalisations d'états de la question, rencontres de doctorants permettront d'impulser au sein du laboratoire une réflexion sur nos positionnements scientifiques et sur les apports de l'UMR. L'objectif est ici d'améliorer la visibilité et le positionnement de CITERES sur chacun de ces champs.

Actions programmées : Le colloque programmé en septembre 2011 sur "Territoire et environnement", dont un des objectifs est de réaliser un état des lieux international des recherches réalisées sur cette thématique, constituera avant le début du prochain contrat, une action réalisée dans cette optique. Les

réflexions sur les évolutions de la recherche urbaine pourront constituer un apport de CITERES à l'axe Ville de la MSH. Des actions communes pourront être, au niveau local, montées avec *Crévilles* et avec *Villes au Carré*.

b - *L'interrogation pluridisciplinaire de certaines notions ou méthodes d'investigation*. Il s'agit ici de soutenir des actions qui portent sur une réflexion sur les méthodes de recherche ou sur la place de concepts, notions, thématiques sous la forme de sessions de séminaires ou de journées d'études. Toutes les recherches mises en œuvre au sein de l'UMR comportent un volet de production de données, de travail de terrain. Il s'agit ici de développer une réflexion sur l'utilisation d'outils de recherche empirique qualitatifs et quantitatifs. La journée d'étude programmée en septembre 2010 sur la transdisciplinarité, dont un des objectifs est de croiser les méthodes mobilisables et mobilisées autour des analyses spatialisées, non spatialisées et des modélisations, constitue également, avant le début du prochain contrat, une action réalisée dans cette optique. Cette réflexion sur les méthodes de la recherche devra dépasser les échanges liés à la mise en place d'outils particuliers, toujours nécessaires, pour inclure des réflexions épistémologiques sur la place du terrain dans les recherches, mais aussi sur la responsabilité des chercheurs vis-à-vis des personnes enquêtées et introduire au sein du laboratoire une réflexion sur l'éthique des pratiques de recherche en sciences sociales.

Actions programmées : La notion d'échelle, la place des temporalités dans les travaux sur les dynamiques territoriales, la place de la comparaison, les enjeux des débats sur l'éthique de la recherche en sciences sociales.

c - *Le soutien à des actions transversales diversifiées*. Il s'agit ici de proposer l'appui de l'UMR à des actions inter-équipes qui pourront donner lieu à des journées d'études, séminaires, colloques, projet de réponse à un appel d'offre. Ces actions n'ont pas toutes vocation à durer quatre ans. Ce dispositif rend possible l'existence de projets inter-équipes sur certains aspects des thématiques communes de l'UMR et permet d'accompagner des thématiques émergentes. Nous n'avons pas souhaité établir une liste définitive au moment de ce projet, et des actions transversales nouvelles pourront être identifiées en cours de contrat. Il est néanmoins possible de proposer une première liste de projets d'actions transversales pour 2012-2015 (voir présentation détaillée en annexe).

Thématiques qui sont ou seront initiées durant le contrat 2008-2011 :

- *Reconfigurations familiales et vieillissement démographique : effets sociaux et territoriaux. Regards croisés Nord-Sud* (porteurs : Muriel Sajoux, Laurent Nowik)
- *Sociétés urbaines et déchets* (porteurs : Bénédicte Florin, Claudia Cirelli, Fabrizio Maccaglia,)
- *Vivre et faire l'expérience de la ville : sentir et ressentir* (porteurs : Anna Madoeuf, Denis Martouzet) ;

Thématiques émergentes pour le contrat 20012-15 :

- *Corps, Sollicitude (prendre soin), Santé aux carrefours du soi, de l'autre et du monde*, (porteurs, Anne Bargès, François Olivier Touati)
- *Dynamiques paysagères des petites vallées : approches transdisciplinaires* (porteurs : J-B Rigot, S.Servain)
- *Les limites des espaces patrimoniaux* (porteurs : Roméo Carabelli, Laura Verdelli) ;
- *Politiques publiques, risques collectifs et rapports au territoire* (porteurs : Mathilde Gralepois, Corinne Larrue) ;

d - *Le soutien à la constitution de réseaux nationaux et internationaux* :

- *Modélisations des dynamiques spatiales* (Xavier Rodier), en appui du GDR MoDyS créé à partir de 2010.

- *Urba Rom* (Olivier Legros) constitution d'un réseau international qui sera aussi appuyé pour le prochain quadriennal au titre des partenariats de la MSH.

2.5 - Intégration des doctorants et relation à l'École doctorale

La formation des doctorants constitue une des missions de l'UMR. On l'a noté dans le bilan, les doctorants bénéficient de la mise à disposition de bureaux et matériels par l'UMR et la MSH de Tours et d'une personne ressource au sein du secrétariat de l'UMR facilitant leur accès aux moyens du laboratoire. CITERES souhaite améliorer et généraliser la mise à disposition de locaux pour les doctorants. Au-delà de l'intégration aux activités d'une équipe qui reste le principal moyen de formation des doctorants, l'initiative réussie de mise en place d'un séminaire de doctorants à l'échelle de l'UMR sera poursuivie ainsi que l'appui aux projets de l'association de doctorants (ESSPACES).

Le choix de mettre en place au niveau de l'UMR des séminaires dressant des états de la question des champs scientifiques auxquels participent le laboratoire et une réflexion sur des notions et des méthodes trouve aussi sa justification dans l'ouverture d'espaces de rencontre entre les chercheurs, enseignants chercheurs et les doctorants du laboratoire.

Les échanges mis en place pour la constitution du projet quadriennal du laboratoire ont conduit à la création d'un conseil des doctorants (regroupant deux doctorants de chaque équipe) dans l'objectif d'instaurer un espace de discussion entre le bureau de l'UMR et les doctorants du laboratoire. Un des objectifs principaux de ce conseil sera de conduire une réflexion sur l'homogénéisation des conditions faites aux doctorants dans chacune des équipes et sur les possibilités d'amélioration de l'intégration des doctorants au sein des activités du laboratoire.

Une meilleure intégration des doctorants passe aussi par une amélioration du couplage entre les modalités d'encadrement, d'accueil et de formation au sein du laboratoire et l'activité de l'école doctorale. C'est en sens que CITERES participe actuellement à la mise en œuvre de la nouvelle école doctorale "Sciences de la société : norme, régulation, organisation, territoire" Université d'Orléans-Tours (filiales "Ville, Territoire, Société").

2.6 - Impulser la constitution d'un laboratoire réflexif et responsable

Le bilan de CITERES l'a montré, notre UMR constitue très largement un laboratoire ouvert sur la société, par les thématiques traitées, l'intensité de la recherche sur contrat pour différentes institutions, l'ampleur de la valorisation de la recherche et le développement de recherches appliquées. La formulation de programmes de recherche pluridisciplinaires autour d'objets thématiques contribue à décloisonner les travaux des membres du laboratoire. De plus, une part importante des doctorants de CITERES accèdent à des emplois non directement liés à l'enseignement-supérieur et la recherche, du fait des thématiques étudiées, liés à différents domaines d'action (archéologie préventive, action environnementale, aménagement, évaluation des politiques publiques).

Dans différents domaines, les membres de CITERES travaillent avec des institutions publiques ou privées, des associations, des collectifs d'usagers ou d'habitants. L'UMR CITERES, constitue un espace de rencontre entre des processus de recherche qui mobilisent des réseaux d'institutions et de chercheurs à configurations variables. Au niveau local, régional, national et dans différents réseaux internationaux les chercheurs de CITERES produisent des travaux qui peuvent éclairer l'action publique et mettre en débat de grands enjeux sociétaux contemporains : en particulier ceux liés aux dynamiques sociales et territoriales et à la généralisation des impératifs patrimoniaux et environnementaux, à la nouvelle place du risque. Ils peuvent aussi participer à des débats publics et à des opérations de diffusion scientifique dans leurs domaines de compétences.

Le projet 2012-2015 souhaite non seulement accompagner les chercheur(e)s dans la diffusion de leurs travaux sur des supports scientifiques internationaux disciplinaires ou transdisciplinaires, mais il considère aussi nécessaire d'inciter les chercheurs à restituer et valoriser leurs travaux auprès des institutions et des

populations liées à chacune des recherches mise en œuvre. Les réflexions qui seront développées en interne sur les enjeux des débats sur l'éthique des sciences sociales devront permettre à l'UMR d'anticiper les évolutions des pratiques dans ce domaine, qui semblent se profiler au niveau européen et français, et inciter à la mise en place d'une autorégulation, au sein du laboratoire, des méthodes et pratiques de recherche.

Dans le domaine de la valorisation et de la réception de nos travaux de recherche comme dans ceux plus organisationnels liés au fonctionnement de l'UMR, l'enjeu est pour nous de renforcer et d'impulser au sein de CITERES une réflexion sur les impacts de l'activité du laboratoire. Il s'agira de faire de CITERES une organisation plus réflexive dans plusieurs domaines : celui des conditions de travail et de formation des différents personnels, comme celui des impacts de son fonctionnement et de son organisation.

Cette attention portera en particulier, on l'a noté, sur les modalités de formation et de l'intégration des doctorants au sein de l'UMR. Ensuite, il s'agira d'une attention aux différents types de personnels de l'UMR, aux conditions de travail mais aussi de formation et d'évolution de carrières des chercheurs et enseignants chercheurs, des ingénieurs d'études et de recherche, des personnels administratifs. Une attention particulière devra être portée sur les personnels contractuels liés à l'essor des financements sur contrat, en particulier ANR et programmes européens. Il est important que, ce qui constitue une opportunité d'expérience professionnelle postdoctorale, ne conduisent pas à installer des membres du laboratoire dans des situations précaires. Les possibilités de transformation de CDD en CDI offertes par l'Université de Tours seront, dans la mesure du possible, utilisées par l'UMR.

Par ailleurs, l'UMR CITERES souhaite s'engager à participer activement à la politique de "développement durable" mise en œuvre au sein de l'Université de Tours. L'UMR entend mettre en œuvre une politique d'achat responsable tant d'un point de vue écologique que social, promouvoir une communication et des événements "éco-responsables", participer aux initiatives de l'Université en ce qui concerne la politique d'accessibilité et de mobilité, et initier un débat en interne sur la possibilité d'introduire des dispositifs de compensation.

3. Projets scientifiques des équipes

Sont présentés ci-dessous les projets proposés par chacune des équipes de l'UMR, suivant la granulométrie retenue pour la présentation du bilan.

1. LE PROJET DE L'ÉQUIPE CONSTRUCTION POLITIQUE ET SOCIALE DES TERRITOIRES - CoST (Porteur du projet : Alain Thalineau)

Présentation et objectif scientifique

Au cours du dernier contrat quadriennal, l'équipe CoST a centré ses travaux sur la connaissance des effets sociaux et spatiaux de la tension entre tendances "déterritorialisation" et processus de "(re)territorialisation", en étant attentif aux modalités de construction de définition des territoires par les acteurs sociaux. Constituée d'enseignants-chercheurs qui relèvent, essentiellement, de quatre disciplines (CNU): sociologique et démographie (19), anthropologie et ethnologie (20), géographie (23), aménagement de l'espace-urbanisme (24), cette équipe propose de poursuivre ses activités de recherche sur cette base, tout en envisageant pour le prochain contrat d'étudier plus précisément deux objets impliquant ce double processus de "déterritorialisation"-"(re)territorialisation" :

D'abord, les formes et les modalités des mobilisations collectives et leurs dynamiques au sein de l'espace du politique. Les actions collectives mises en œuvre au sein de l'espace public expriment des formes d'engagement dans le débat public qui mobilisent des références aux territoires et s'inscrivent dans des dimensions spatiales complexes. Qu'elles soient ou non encadrées par des organisations, qu'elles soient ou non orchestrées par les pouvoirs publics, qu'elles soient inscrites dans l'agenda public ou "spontanées", ces actions collectives participent aux processus concomitants de production du sentiment d'appartenance et de production des territoires. Dans le même temps, semblent se multiplier des mobilisations locales qui accèdent à l'espace public et persister un faible engagement associatif, malgré un nombre toujours croissant d'adhérents "consommateurs". Il est aussi observé un faible engagement dans les collectifs de travail ou encore une faible participation des milieux populaires aux élections ou à certaines formes de participation dites "citoyennes". Il s'agit donc ici d'interroger ce double mouvement à partir des rapports aux territoires et à l'espace du politique que les acteurs sociaux ont établi.

Ensuite, les mobilités et les ancrages, leurs implications sur les formes d'appartenance sociale, sur les façons de construire les territoires habités et/ou imaginés, et sur les processus d'identification à des groupes ou à des espaces. Alors que des recherches notent l'accroissement des mobilités et la remise en cause des ancrages, mettant en avant les processus de "cosmopolitisation" ou encore de "globalisation", d'autres travaux soulignent l'attachement à des territoires, qui peuvent être des territoires d'origine, des territoires habités entendus ici comme des espaces de pratiques sociales, porteurs d'une multitude de sens, où se déclinent la mise en scène de soi et le rapport aux autres, où se construit un sentiment d'appartenance. Cette tension sera particulièrement interrogée dans le cadre plus général du processus d'individualisation et de désinstitutionnalisation des temporalités sociales.

Actions collectives : Ces deux objets de réflexion transversaux constitueront l'assise des actions collectives menées au niveau de l'équipe CoST. L'objectif est d'engager des *séminaires CoST* faisant intervenir des membres de l'équipe, des doctorants et des chercheurs extérieurs travaillant sur ces deux objets afin de développer des synergies avec d'autres équipes de recherche et de contribuer à la production et à la diffusion des connaissances sur ces thématiques. Parallèlement, les membres de CoST

organiseront des actions de valorisation et d'échanges scientifiques (colloques, journées d'études, réponses à des appels d'offres) en collaboration avec des équipes de recherche internationales¹.

Les axes de recherche

Ces deux objets de réflexion s'appuieront sur les projets de recherche mis en œuvre dans les trois axes qui structurent la dynamique de recherche de l'équipe CoST

Axe 1 : Actions publiques et territoires

Membres titulaires : Marion Amalric, MCF 23 ; Hélène Bertheleu, MCF 19 ; Laurent Cailly MCF 23 ; Corinne Larrue, PR 24 ; Marie-Pierre Lefeuve, PR 19 ; Christine Fauvelle-Aymar, MCF 05 ; Fabrizio Maccaglia, MCF 23 ; Patrice Melé, PR 23 ; Pascal Ricaud, MCF 71 ; José Serrano, MCF 24 ; Alain Thalineau, MCF HDR, 19.

Nouveau membre prévu : Hovig Ter Minassian, MCF, 23 (*recruté 2010*),

Membres associés : François Bertrand, IR ; Mathieu Bonnefond, MCF 24 ; Claudia Cirelli, IR ; Laure Héland, MA 24 École d'architecture ; Laurence Rocher, MCF 24, Université de Lyon II.

Jusqu'alors intitulé "politiques publiques et territoires", le titre de cet axe de recherche sera reformulé pour le prochain contrat. En cohérence avec l'évolution des recherches développées (cf. partie bilan), le choix d'afficher le vocable actions publiques a d'abord pour objectif de prendre des distances avec la notion de politiques publiques ou de politiques urbaines qui impliquent une cohérence sectorielle et conduisent souvent à privilégier une approche "top-down". L'analyse des politiques publiques ne constituent qu'une des approches mobilisés au côté de travaux marqués par différentes sociologie de l'action (organisée, collective, publique) ou par la tentative de construire une géographie de l'action publique. Analysée à partir des configurations d'acteurs locaux qu'elle autorise et de ses effets sur des espaces concrets, l'intervention des pouvoirs publics apparaît comme une action publique multiforme résultant de la superposition complexe d'instances politiques et administratives, de l'action d'acteurs chargés d'inscrire localement des politiques publiques, des (ré)actions (demande, adhésion, opposition, résistance) d'acteurs économiques, ou d'acteurs sociaux catégorisés (propriétaires, usagers, habitants, jeunes...).

Il s'agit donc de poursuivre le décentrement de notre regard qui avait été initié dans le précédent contrat en nous intéressant non seulement aux actions des pouvoirs publics mais aussi à des actions en public et à des actions auprès de publics. Nous adoptons ici le vocable "actions publiques" pour caractériser toutes les actions qui mettent en jeu un public, qui répondent à l'impératif de publicisation, qui ont pour objectif la définition de biens communs et des modalités de l'intervention publique.

Pour le prochain contrat quadriennal, les chercheurs regroupés au sein de cet axe de recherche postulent l'intérêt de centrer leurs travaux sur l'analyse de situations d'action publique à partir de leurs dimensions spatiales et territoriales, d'une part, et d'identifier le rôle des recompositions contemporaines des formes de l'action publique dans les relations à l'espace des acteurs publics et des populations, d'autre part.

Dans la continuité des travaux actuellement engagés (cf. partie bilan), des travaux (recherches collectives et individuels, thèses, réponses à des appels d'offre de recherche thématiques) seront développés sur trois principaux champs de recherche :

- Les relations entre contextes urbains et modalités d'action publique (en particulier les espaces centraux patrimonialisés, les grands ensembles, les espaces péri-urbains, les espaces ruraux) ;
- Les modes de territorialisation des actions publiques environnementales, patrimoniales et sociales ;
- Les recompositions contemporaines des formes de l'action publique (nouvelle place de l'évaluation, des individus des groupes organisés, pilotage par les conséquences, rôle des instruments...).

¹ Voir présentation détaillée par axe.

En outre, pour le prochain contrat nous proposons d'engager un programme d'actions collectives (séminaires, journées d'études, colloques, participation à des réseaux de recherche) autour de deux thématiques suivantes :

1 - Accords et désaccords dans l'espace public : il s'agit ici d'abord d'élargir dans une perspective comparative internationale les travaux initiés sur la productivité sociale et territoriale des situations de conflits et sur les effets des processus locaux de participation et de concertation, de mise en débat local des risques, et ensuite de développer une réflexion sur les modalités locales d'expression d'un sentiment d(e) (in)justice liés à des inégalités territoriales (en particulier environnementales). La confrontation de ces travaux avec ceux développés sur les actions mémorielles ou sur le rôle des médias locaux et la thématique nouvelle d'une approche territoriale des déterminants du vote doit permettre de développer collectivement une réflexion sur les modalités locales d'expression de désaccords ou de construction d'accords. Il s'agit aussi d'initier une réflexion sur les différentes interprétations des effets des situations locales d'engagement : modalités de constructions d'espaces publics (politiques) intermédiaires, formes d'*empowerment* ou recompositions de l'expression de la citoyenneté.

Actions collectives programmées : Colloque international sur la productivité sociale des conflits de proximité, journée d'étude sur l'analyse du vote et territoire, journée d'étude sur les inégalités environnementales, participation à l'ANR TERRHAB (2011-2013) "De l'habitabilité à la territorialité (et retour): à propos de péri-urbanités, d'individus et de collectifs en interaction"², participation et collaboration avec le GIS «"Participation du public, décision, démocratie participative"».

Liens avec la formation : Master SHS Sciences sociales : Villes et territoires, parcours Actions publiques : analyse et évaluation.

2 - Régulations territoriales et rapport au droit : Il s'agit ici de développer une réflexion sur les dimensions spatiales et territoriales des processus de régulation et sur les dimensions juridiques de l'espace et des relations aux territoires. Sur la base de travaux initiés sur la notion de régulation et sur les qualifications juridiques de l'espace, nous nous intéresserons à la question du rapport au droit des institutions et des populations. Il s'agit ici de considérer le droit comme une activité sociale, analysée à partir de situations d'action publique dans lesquelles des groupes et individus interprètent les règles de droit, font l'expérience que le droit ne s'applique pas seul, qu'un travail d'actualisation locale est nécessaire. À partir de travaux sur la place du droit dans des situations de conflits, débats ou controverses et de la manière dont les processus de régulation formels et informels interagissent dans la production, la gestion et le gouvernement des espaces urbains ou des ressources "naturelles" nous développerons ici une réflexion collective sur la place du droit dans les recompositions des modalités territorialisées de l'action publique.

Actions collectives programmées : construction d'un projet de recherche international sur les formes des illégalités urbaines, séminaire et journée d'étude "Droit et territoire", organisation d'une journée d'études chaque année avec le LERAD, laboratoire de droit public de l'Université de Tours, participation et collaborations avec International Research Group on Law and Urban Space, groupe de travail du Research Committee on Sociology of Law (International Sociological Association)

Liens avec la formation : Master de droit, Mention Gouvernance Territoriale, spécialité Management des territoires et urbanisme (droit et géographie).

² Dont le mandataire principale est l'UMR Pacte coordination Martin Vanier.

Axe 2 : Sociologie et anthropologie des reconfigurations sociales

Membres titulaires : Anne Bargès, MCF 20 ; Bernard Buron, MCF 19 ; Sophie Laligant, MCF 20 ; Laurent Nowik, MCF 19 ; Claudine Quentin, MCF 19 ; Alain Thalineau, MCF-HDR 19 ; Claudie Rey, MCF 19 ; Françoise Sitnikoff, MCF 19.

Nouveau membre prévu : Albert Alex, MCF 19 (recruté 2010)

Membres associés : Christelle Assegond, IR ; Jean-Philippe Fouquet, IR ; Emmanuelle Maunaye, MCF 19, IUT Tours.

Précédemment nommé "territoires et reconfigurations sociales", cet axe de recherche s'appellera désormais "sociologie et anthropologie des reconfigurations sociales". Ce changement, lié aux recherches développées dans la période 2008-2011, vise à mieux préciser la thématique globale de cet axe. La question de l'impact des reconfigurations affectant les sphères familiale et professionnelle sur les rapports aux territoires reste une entrée privilégiée. Cependant, nos travaux en cours nous invitent à nous intéresser plus précisément aux facteurs suscitant ces reconfigurations, en les replaçant dans un contexte socio-historique marqué par les modifications des temporalités sociales, par des transformations des entreprises, de leur mode de production et de leur rapport aux pouvoirs publics. Trois thématiques de recherche structureront notre activité : L'impact des transformations des temporalités sociales sur les configurations familiales et professionnelles ; les dynamiques d'innovation et les processus de recompositions identitaires ; la négociation du changement et des conditions de travail.

Ces activités de recherche feront l'objet de séminaires et de journées d'études. Deux colloques sont envisagés, l'un en 2012 en conclusion de la recherche en cours sur "habitat intermédiaire" (voir Bilan), l'autre en 2014 en lien avec la thématique transversale de l'équipe CoST.

- **Temporalités sociales et configurations familiales et professionnelles :** Dans le prolongement des recherches en cours, notre intérêt se portera plus particulièrement sur la dynamique associée à des moments charnières des temporalités sociales, des moments qui nécessitent et engendrent des recompositions. Nous étudierons plus précisément les rapports aux espaces habités des personnes âgées, des personnes en fin de carrière professionnelle et des jeunes en phase d'insertion professionnelle. Il s'agit ici d'engager une réflexion sur les relations entre les formes de solidarité (familiale, professionnelle, publique) et les pratiques sociales au sein des sphères familiales et professionnelles lors de ces moments de bifurcations sociales. Dans cette perspective, nous poursuivrons, dans le cadre de l'enquête ELFE, notre réflexion sur les liens intergénérationnels, et plus particulièrement sur l'impact du rôle des grands-parents lors de la socialisation primaire de l'enfant.

Actions collectives programmées : Congrès organisé en partenariat avec le réseau Inter-universités Sciences du travail et l'EA PAV (Psychologie des âges de la vie) de Tours sur les transitions professionnelles en décembre 2011. Colloque en 2012-2013 sur les modes d'habiter en retraite. Journées d'étude sur les mobilités et les ancrages spatiaux préparatoire à un colloque sur cette thématique.

- **Dynamiques d'innovation et processus de recompositions identitaires :** L'analyse des dynamiques d'innovation constitue déjà un axe fort des recherches en cours (télétravail, artisans face au développement durable...). Elle sera plus spécifiquement développée sous l'angle :

- de la compréhension des processus d'ajustement et de recomposition des identités (professionnelles, culturelles...) et des logiques territoriales dans un contexte d'innovation technique ou organisationnelle. Il s'agira de réfléchir sur l'impact de l'innovation technique sur les pratiques et représentations des acteurs impliqués.
- des logiques de changement à l'œuvre dans les sphères domestiques et professionnelles, de leur interprétation et des modes d'appropriation par les individus et les groupes.

Actions collectives programmées : Journées d'étude dans le cadre du Séminaire "Sciences du travail", organisées en partenariat avec le CEREO, dans le cadre de la MSH.

- **La négociation du changement et des conditions de travail** : En prolongement des travaux menés sur les transformations du monde du travail nous mettrons l'accent sur la manière dont des catégories particulières de la population active, des groupes professionnels ou des secteurs d'activité composent, se recomposent et négocient les changements techniques, organisationnels et institutionnels. Un intérêt particulier sera porté sur :

- les conditions objectives et subjectives de travail,
- les reconfigurations territoriales qui participent du changement
- les conséquences de l'individuation dans le monde du travail.

De nouveaux groupes professionnels seront étudiés tels que les agriculteurs ou les "intermittents du spectacle".

Actions collectives programmées : organisation d'une journée d'étude sur l'individuation dans les activités de travail.

Lien avec la formation : Master SHS Sciences sociales : Sociétés, Villes et territoires, parcours "Territoires et dynamiques sociales"

Axe 3 - Globalisation/communalisation :

Membres titulaires : Hélène Bertheleu, MCF, 19 ; Pierre Billion, MCF, 19 ; Nathalie Bonini MCF 20 ; Françoise Bourdarias MCF 19 ; Françoise Clavairolle MCF 20 ; Sophie Laligant, MCF 20 ; Marie-Pierre Lefeuvre PR 19 ; Patrick Le Guirriec PR 19 ; Pascal Ricaud MCF 71 ; Nicolas Sourisce, MCF 71.

Nouveaux membres prévus : Véronique Dassié, MCF 20 (recruté 2010)

Membres associés : Saskia Cousin, MCF 20 IUT Tours, Sonia Marquès ; PR Architecture et sociologie, Brésil.

Pour le prochain contrat, les chercheurs souhaitent poursuivre leurs travaux en visant l'approfondissement des dynamiques communautaires dans différents contextes. Il s'agira notamment de privilégier l'articulation de ces dynamiques communautaires :

- à des mobilisations identitaires, mémorielles ou patrimoniales.
- à des processus de territorialisation,
- à des affirmations politiques

- **Communautés, globalisation et mobilisations identitaires, mémorielles ou patrimoniales** : Il s'agit d'approfondir le sens des mobilisations identitaires, mémorielles ou patrimoniales qui s'articulent souvent aux constructions communautaires. Elles sont en effet lisibles dans les formes associatives, locales ou encore publiques d'affirmation culturelle, religieuse ou politique. Certains individus ou groupes s'engagent dans les médias communautaires, d'autres dans la défense d'un patrimoine, d'autres enfin se mobilisent pour la mémoire de leur groupe, ou encore pour défendre une identité culturelle, religieuse, ethnique ou raciale et ainsi affirmer leur légitimité sociale ou politique.

Actions collectives programmées : Deux prochains colloques (juin 2011 : "Mémoires, reconnaissance et patrimonialisation des migrations en Région Centre" et septembre 2011 : "Les processus de communalisation").

- **Communalisation, globalisation et territorialisation** : La question de l'articulation entre les dynamiques communautaires et des processus de territorialisation est explorée par plusieurs d'entre nous et à différentes échelles : de façon très fine et micro-sociologique, dans les relations de voisinage, dans un contexte résidentiel ou urbain en France, au Brésil, etc. ; en suivant les constructions collectives, associatives qui s'inscrivent dans un contexte local ou régional ; en explorant enfin les réseaux régionaux mais aussi transnationaux de migrants ou de "mobiles" qui, dans leurs actions et engagements, s'appuient sur des territoires reconfigurés (par les nouvelles technologies notamment), réticulaires, labiles.

- **Affirmations communautaires et action publique/politique** : Il s'agira ici d'explorer les interactions entre les "communautés" (résidentielles, ethniques, politiques...) et l'action publique qu'elle soit urbaine (comment les politiques urbaines envisagent ces constructions collectives ? Les fermetures résidentielles sont-elles des formes de sécession ?), culturelle (comment les conceptions institutionnelles de la culture ou de la communication envisagent des pratiques, des événements, des objets considérés comme "communautaires" ou "interculturels" ?), éducative (comment les conceptions éducatives et de scolarisation interagissent avec des conceptions ethniques et politiques en France, en Tanzanie ?), patrimoniale (comment les politiques du patrimoine participent directement ou indirectement à des formes de communalisation ? Comment certains processus de patrimonialisation participent d'une dynamique d'affirmation politique ?).

Il s'agit, à partir de ces multiples entrées, d'essayer de rendre compte des processus de communalisation. De la communauté nationale aux communautés "imaginées", de la formation des "nouvelles" communautés, qu'elles soient gay, écologiste, créatifs culturels, aux communautés en réseaux etc. Il s'agit de comprendre ce qui fonde et ce qui anime ces formes spécifiques d'organisation sociale en abordant aussi bien la nécessité à "faire de la communauté" que les idéologies qui parfois instrumentalisent et manipulent "ces communautés". L'objet est également de découvrir si les sciences sociales sont à même de se mettre d'accord sur un certain nombre de paradigmes communs sur ces questions.

Actions collectives programmées : Colloque en juin 2011 : "Mémoires, reconnaissance et patrimonialisation des migrations en Région-Centre", Colloque en septembre 2011 : "Les processus de communalisation"; H. Bertheleu est membre du Groupe de recherche sur les Mémoires de la Cité Nationale d'Histoire de l'Immigration (CNHI, Palais de la Porte Dorée, Paris) qui prépare un colloque international intitulé "Historiciser les mémoires des migrations", en juin 2012 ; une recherche collective devrait se développer dans le cadre du tout nouveau GIS Réseau Interculturalité.

2. LE PROJET DE L'ÉQUIPE MONDE ARABE ET MÉDITERRANÉE - EMAM (Porteur du projet : Nora Semmoud)

Présentation et objectifs scientifiques

Le projet d'EMAM prend appui sur le bilan de la période récente, mais aussi sur un certain nombre d'enseignements liés à son histoire. L'un des points forts de l'équipe née en 2004, suite à la reconstitution de l'UMR URBAMA, est précisément un important héritage en matière de partenariats et de réseaux internationaux qu'il s'agit de faire vivre et de fructifier, mais également de renouveler. Ainsi, l'activité d'EMAM étant tournée essentiellement vers l'international, l'équipe se fixe l'objectif de renforcer le réseau de coopération internationale, en développant des formes de pérennisation. Dans cette optique, le fonctionnement en réseau et la structuration dans et selon des réseaux internationaux actifs dans lesquels les chercheurs de l'équipe sont impliqués, souvent en tant qu'initiateurs, devraient être privilégiés dans l'évaluation.

EMAM constitue l'un des 4 pôles spécialisés en France sur l'aire "Monde Arabe et Méditerranée", avec Paris, Aix-en-Provence et Lyon. L'université de Tours souhaite soutenir et renforcer cette spécificité tourangelle de l'UMR CITERES. L'un des objectifs essentiels est de développer les démarches comparatives qui permettent d'appréhender l'aire culturelle du Monde Arabe (Maghreb et Moyen-Orient) dans ses rapports à l'Europe et particulièrement à la Méditerranée. Il s'agira, notamment pour l'axe "fabrique et pratique de l'urbain", d'opérer un redéploiement des recherches sur les deux rives de la Méditerranée. L'objectif est d'initier des approches comparatives et croisées avec des chercheurs d'autres aires culturelles en partant de l'outillage conceptuel capitalisé au sein du Monde arabe. Cette orientation suppose également, d'envisager des transversalités au sein de l'UMR CITERES et d'initier des actions sur des thématiques partagées avec les chercheurs des autres équipes.

Il s'agit également de renforcer l'axe 2 "Circulation, transferts, et réseaux en Méditerranée" et l'axe 3 "Sociétés nomades et rencontres des cultures" et d'envisager des transversalités en affirmant le partage des ressources et des connaissances, notamment pour répondre aux interrogations de la Société sur le Monde arabe. L'équipe développera ainsi ses capacités dans le champ de l'expertise internationale, pour répondre à la demande des ONG et des institutions internationales.

L'équipe se fixe également l'objectif de poursuivre la publication interne des Cahiers d'EMAM qui se sont avérés un véritable lieu d'échanges entre chercheurs et un support de la publication des doctorants, notamment étrangers. Actuellement mis en ligne sur le site de l'UMR CITERES, l'objectif à moyen terme est d'intégrer les Cahiers d'EMAM au portail des revues SHS en ligne : revue.org. La démarche d'intégration a été engagée. Dans la même optique, les fascicules de la collection URBAMA ont été mis en ligne dans le portail SHS Persée.

Du point de vue de la formation doctorale, il nous semble important de parer aux risques "d'isolement" des doctorants et d'encourager ainsi leur participation aux recherches menées dans l'équipe, aux sessions doctorales en France et à l'étranger et aux stages dans les centres français à l'étranger. Il s'agit également d'encourager toutes les manifestations scientifiques à leur initiative. Afin de répondre aux difficultés actuelles du parcours "Monde arabe : espaces, sociétés et villes" du Master Recherche SHS "Villes et Territoires", nous proposons de poursuivre les efforts en relation avec le service des RI de l'université pour faciliter les démarches administratives des étudiants étrangers et pour mettre en place le Diplôme universitaire Monde Arabe, destiné à préparer des étudiants français (voire européens) à travailler sur le Monde arabe.

Les axes de recherche

Nous maintenons la structuration de l'équipe selon trois axes. Les perspectives pour le prochain quadriennal, développées dans ce qui suit, sont pour la plupart déjà engagées. Nous présentons ici essentiellement les projets collectifs au sein de l'équipe, sachant, par ailleurs, que les chercheurs développent individuellement de nombreuses perspectives au sein de nos réseaux.

Axe I - *Fabrique et pratiques de l'urbain*

a) Renforcer le partenariat méditerranéen sur la thématique "Les marges et la ville : entre exclusion et intégration", direction N. Semmoud. Les autres membres d'EMAM impliqués : B. Florin, O. Legros, A. Madoeuf, F. Troin.

Cette dynamique s'inscrit dans la volonté de l'équipe de redéployer ses recherches sur la rive nord de la Méditerranée et de mettre en place des approches comparatives avec les travaux sur la rive sud. Outre le réseau des chercheurs sur le Monde arabe, le partenariat mobilise des collègues des universités de Grenade, de Barcelone, d'Istanbul, de Mersin et de Cagliari. Ce partenariat poursuivra pour les années à venir l'organisation de séminaires suivis de publications avec la volonté d'élargir la réflexion à d'autres pays méditerranéens. L'objectif est d'affiner la construction d'un projet susceptible d'être éligible, soit par l'UE, soit par l'ANR.

Les villes, devenues les lieux privilégiés des nouvelles formes d'accumulation du capital dans le cadre de la mondialisation, connaissent des reconfigurations territoriales faisant apparaître des processus de marginalisation socio-spatiale exacerbés. L'objet de la recherche est précisément l'analyse de ces reconfigurations territoriales à partir des processus de marginalisation produits par les représentations et les pratiques des acteurs urbains dominants (acteurs publics et privés qui pèsent sur l'aménagement des villes). Ces représentations, comme les mots qui les accompagnent, désignent un espace urbain, et qualifient en même temps les populations auxquelles on l'associe. Construits ainsi, la marge urbaine ou la marge socio-spatiale, ou encore le territoire marginalisé, dans ce projet, recouvrent simultanément une population et son espace de vie désignés et représentés comme tels par les acteurs dominants et les

populations aisées de la ville. Étudier la ville à partir des marges urbaines suppose ici de considérer que ses transformations et son adaptation aux besoins actuels de l'économie néolibérale redessinent des lignes de fracture socio-spatiale en agissant dans les territoires marginalisés et en marginalisant de nouveaux. Les marges urbaines, considérées ici comme révélatrices du fonctionnement sociétal et politique plus général, ont du sens par rapport à la capacité intégratrice et/ou exclusive de la ville.

Deux idées directrices structureront la recherche proposée et constitueront les perspectives de réflexion à approfondir sur la question des marges urbaines. Premièrement, le rapport des acteurs urbains dominants aux marges urbaines fait apparaître de nombreux paradoxes. Ces derniers renverraient à de fortes tensions parmi les acteurs, entre les défenseurs du tout économique ne se préoccupant pas de l'exclusion sociale ainsi générée et ceux qui tentent de concilier le développement économique et le maintien de la cohésion sociale en protégeant les populations des réorganisations autant économiques qu'urbanistiques. Sachant que la cohésion sociale reste une politique au service de la compétitivité des territoires. Deuxièmement, partant de l'idée selon laquelle les marges urbaines seraient des lieux d'inventivité, de ressources, de solidarités et de liens sociaux, le projet envisage d'analyser ce potentiel comme autant de formes de résistance à la marginalisation et d'affirmation de la citoyenneté. Ainsi, les populations des marges urbaines sont considérées comme étant à l'initiative des interdépendances (économiques, sociales, culturelles...) avec le reste de la ville et les territoires marginalisés sont postulés comme étant des lieux qui repolitisent les inégalités socio-spatiales; deux facteurs qui, selon nous, conduisent à entrevoir les correspondances entre le "droit à la ville" et le "vivre ensemble".

Il s'agit de rouvrir un dossier à l'aune du contexte actuel, selon des entrées peu fréquentes et une diversité de cas sur le pourtour méditerranéen, en suscitant, à travers des regards croisés de chercheurs sur des villes du Nord et du Sud une montée en généralité porteuse du point de vue heuristique. Trois axes thématiques structureront alors la réflexion, le premier porte sur l'action publique et les processus de marginalisation socio-spatiale, le deuxième sur les stratégies d'intégration des populations des marges urbaines et enfin le troisième sur les interdépendances des territoires marginalisés avec la ville.

Le premier objectif de MARGVILLE est de comprendre les mécanismes en jeu dans les processus de marginalisation socio-spatiale. L'analyse diachronique doit permettre de rendre compte des actions des acteurs urbains dominants, de leurs justifications et des représentations qui les sous-tendent, des populations ciblées et de leurs lieux d'habitat. Il s'agira en particulier de saisir les logiques sous-jacentes des politiques publiques en direction des territoires marginalisés, sans omettre de comprendre les significations de leurs contradictions et de leurs paradoxes. Les pouvoirs en place cherchent à accrocher les villes au système économique mondial et visent ainsi l'attraction des investissements étrangers et l'extension du capital, mais sans toujours se préoccuper des effets sociaux des restructurations urbaines enclenchées. Ils ont alors engagé une mise aux normes des villes et des citoyens, à travers une politique de reconquête des marges socio-spatiales (réhabilitations, rénovations, renouvellement au Nord, viabilisation, équipement et/ou transformation des quartiers non réglementaires au Sud et grands projets, au Nord comme au Sud) à l'origine de mobilités imposées et de nouvelles marginalisations socio-spatiales.

Le deuxième objectif se construit en opposition à l'idée tenace que les marges socio-spatiales sont les territoires de l'anomie sociale. Ici, l'analyse portera sur les pratiques et les représentations des populations qui y vivent et y travaillent et leurs rapports aux autres territoires. Il s'agira de mettre en évidence l'inventivité sociale de ces territoires, leurs ressources, les sociabilités qui s'y déploient et comment ces facteurs jouent dans les rapports avec le reste de la ville. L'analyse des reconfigurations territoriales suppose, dans ce travail, de déceler tant les nouvelles caractéristiques de l'organisation de l'espace, que les pratiques et les représentations dont il fait l'objet. Comment se traduisent alors les marginalisations socio-spatiales sur les constructions identitaires des micro-territoires et plus largement sur les reconfigurations territoriales des villes. Ainsi, mettre en évidence les processus sociaux et spatiaux liés à la logique économique néolibérale éclaire sur les ressorts de l'action publique urbaine et les formes de régulation qu'elle met en œuvre et sur les dynamiques d'intégration et d'exclusion urbaine et leurs effets sur le territoire. Le projet postule qu'apparaissent de nouvelles territorialités, qui peuvent être décalées

par rapport aux desseins des politiques publiques. Elles se construisent dans la confrontation entre, d'un côté, la territorialisation des populations marginalisées et assignées à un espace et, de l'autre, les actions urbaines initiées par les pouvoirs en place qui tentent de maîtriser la morphologie socio-spatiale de la ville. Selon le contexte sociopolitique, cette confrontation autour de l'appropriation de l'espace peut déboucher sur des formes de régulations différentes, allant du conflit à la négociation, de la résistance aux arrangements.

Trois axes structureront la recherche.

- *Action publique et processus de marginalisation socio-spatiale.* L'analyse des processus de marginalisation socio-spatiale doit permettre de restituer les logiques des modes de régulations sociale et politique des territoires étudiés, et de comprendre comment se gère la tension entre des intérêts économiques de plus en plus globalisés et la cohésion sociale des territoires. Il s'agit alors d'étudier les discours officiels dominants sur les territoires marginalisés et les actions urbaines menées, notamment les opérations de reconquête, comme les rénovations et les grands projets qui se soldent le plus souvent par le déplacement/fragilisation de la population. L'examen portera sur les rapports entre acteurs en charge du traitement des territoires marginalisés, ainsi que sur les représentations sociales sous-jacentes à la construction des catégories de l'action publique. La démonstration s'appuiera sur les cas de Naples et Cagliari (Italie), Mersin (Turquie) et Grenade (Espagne).

- *Les stratégies d'intégration des populations des marges urbaines.* L'analyse concerne ici les pratiques et les représentations des populations des marges urbaines, en mettant en évidence les formes de sociabilité et de solidarité, les ressources et les réseaux sociaux au sein et en dehors du quartier et les significations sociales qu'il recouvre. Ces différentes dimensions éclairent la question des processus de construction de citoyenneté qui, dans des lieux où elle est déniée, relève déjà d'une forme de résistance. Il s'agira alors de comprendre comment se construit la communauté de voisinage et comment elle concourt à un système d'autorégulation des comportements dans les lieux publics du quartier, voire à un cadre pertinent d'actions collectives. Comment se traduisent-elles alors les stratégies d'intégration et de valorisation du quartier ? À l'épreuve de l'action publique urbaine, comment ces initiatives et les potentialités qu'elles représentent se transforment-elles en formes de résistance ? Quelles sont alors les modes formels ou informels de l'organisation collective, ses revendications et leurs réajustements ? Comment certaines situations conflictuelles sont-elles négociées ? Quels sont les "contre-projets" et/ou les modes de rectifications/ajustements/ adaptations mis en œuvre par les populations ? Les cas d'Istanbul, du Caire et de Marrakech témoigneront chacun à leur façon de ces dynamiques sociales.

- *Les interdépendances des territoires marginalisés avec la ville.* L'examen des pratiques et des représentations des populations des marges urbaines devra permettre ici de restituer les modes de franchissement et "d'effacement des frontières", les formes d'imbrication et d'interdépendance aux autres lieux de la ville. Les hiérarchisations sociales seront analysées à travers la mise à distance, mais aussi le frottement quotidien, à travers l'opposition ou le partage contraint ou négocié, à travers le consensus, la négociation et la transaction. Il s'agit alors d'explorer les dimensions spatiales et sociales des situations où différents mondes sociaux se frottent, tentent de dialoguer, de négocier ou entrent en conflit. Les cas de Barcelone, d'Alger et du Caire illustreront ces dynamiques.

Retombées scientifiques. La recherche doit permettre de renouveler la connaissance du fait urbain à partir d'une approche innovante pluridisciplinaire et comparative. Elle vise une mise en cohérence méthodologique et scientifique des approches partielles et fragmentaires du fait urbain dans les différentes villes étudiées au Nord et au sud de la Méditerranée, à travers leur mise à l'épreuve des avancées conceptuelles apparues ces dix dernières années dans le champ des études urbaines. Son caractère novateur réside dans une démarche résolument collective et transversale, dans laquelle les chercheurs doivent régulièrement croiser les savoirs et les connaissances accumulées autour des différentes thématiques et des lieux étudiés. La confrontation scientifique vise à capitaliser les

connaissances et les savoirs en travaillant sur les constructions conceptuelles de phénomènes souvent dissociés. Les approches diachroniques auront une place importante, pour expliquer le présent et permettre le renouvellement des schèmes explicatifs des sociétés. L'objectif de la confrontation scientifique entre chercheurs sur le Nord et sur le sud de la Méditerranée est de rouvrir le champ de l'interprétation, en réinterrogeant les concepts, nés à partir des contextes étudiés et en envisageant leur précision, voire leur révision. Dans cet esprit, les notions et les concepts doivent être envisagés dans leurs articulations avec les réalités sociales, économiques, politiques et culturelles des contextes étudiés. Cette confrontation scientifique doit valoriser les apports disciplinaires et mettre en évidence les spécificités des contextes étudiés. La conduite de ce projet contribuera à donner une connaissance plus juste des évolutions sociologiques et urbanistiques en cours, au grand bénéfice des partenaires engagées dans ce projet. Ce dernier conforte la coopération tant à l'échelle européenne qu'avec des partenaires travaillant sur les villes du Sud de la Méditerranée.

b) Programme "Faire la ville en périphérie(s). Territoires et territorialités dans les grandes villes du Maghreb", (ministère des Affaires Étrangères, Fonds de Solidarité Prioritaire), directeur Pierre Signoles, autres membres d'EMAM impliqués : B. Florin, O. Legros, A. Madoeuf, F. Troin, N. Semmoud (2006-2009).

Il s'agit de poursuivre la valorisation des réflexions issues de ce programme, à travers un colloque dont l'objectif serait de confronter les résultats atteints par la recherche au regard d'autres chercheurs. Le colloque serait suivi d'une publication. Il s'agit également d'envisager les prolongements de coopération bilatérale ou multilatérale avec les pays du Maghreb autour des ouvertures thématiques résultant de la recherche et, notamment mieux appréhender les rapports entre les politiques publiques et les pratiques de mobilités dans les périphéries des villes maghrébines et la construction de citadinités et d'urbanités.

c) Les perspectives engagées par les différents chercheurs

Bénédicte Florin poursuit sa réflexion sur la citadinité et l'urbanité dans la ville du Caire, en orientant ses analyses sur les couches sociales émergentes. Toutefois, elle s'est à la fois recentrée sur les marges urbaines et ouverte sur de nouvelles questions liées à la gestion des déchets. O. Legros et O. Sanmartin prolongeront leurs travaux sur le thème Villes et politiques, avec pour O. Legros un fort investissement dans une thématique émergente sur les politiques publiques en direction des Roms et des marges urbaines. Parallèlement, O. Sanmartin continue les recherches engagées sur les recompositions territoriales et les enjeux frontaliers entre le Maroc et l'Algérie à travers le cas de l'oasis de Figuig. Ce travail articule le temps long des transformations socio-spatiales liées à l'imposition et à la fermeture de la frontière et l'actualité, à travers les revendications qui s'exprime aujourd'hui pour réclamer sa réouverture et des réparations pour les préjudices subis par la population et les enjeux politiques, mais aussi mémoriaux et identitaires, que recèle cette question. M. Sajoux s'investira essentiellement sur la recherche transversales (cf. actions transversales CITERES) "Le Maroc face à la gérontocroissance et au vieillissement démographique : une approche pluridisciplinaire des réalités urbaines et rurales". L'originalité de l'entrée par les "Usages festifs et religieux des espaces de la ville" (A. Madoeuf) se prolonge par l'émergence de questions, comme la ville à travers la littérature ou encore sentir et ressentir la ville.

Concernant Anna Madoeuf. Le projet principal pour la période 2010-2012 est de continuer l'élaboration d'une recherche portant sur la notion d'espaces mitoyens depuis la compilation et l'analyse de situations spatiales (empruntées à des registres et terrains divers, "arabo référencés" ou non), qui alimentent la perspective d'une HDR. Les projets, publications et communications évoqués ci-dessous et en annexe participent pour l'essentiel de cet objectif, qui n'est pas imaginé comme un projet solitaire mais comme une possibilité de dialogue compatible avec les recherches construites depuis l'axe Fabriques et pratiques de l'urbain d'EMAM. Organisation dans le cadre du Séminaire croisé EMAM axe Fabriques et pratiques de l'urbain et Master 2 Recherche parcours/spécialité "Monde arabe", d'une journée d'études internationale sur "**Patrimoines et environnement en villes : Maroc, Égypte et Turquie**", mai 2011. L'objectif sera de comprendre comment, dans un contexte général imposé de proclamation et de

revendication de "patrimondialisation" et de développement durable, est revisitée et re-énoncée la question patrimoniale et comment, pour ce faire, sont mobilisées et mises en scène des références culturelles diverses combinant des emprunts aux registres local et régional ainsi qu'au vocabulaire urbanistique mondial (6 intervenants attendus). Les textes des contributions et la retranscription des débats de cette journée pourraient faire l'objet d'un numéro thématique des *Cahiers d'EMAM*.

d) Organisation avec Raffaele Cattedra (GESTER Univ. de Montpellier III) d'un colloque international "Lire les villes : panorama littéraire des villes du monde contemporain", Université de Tours, 16-17 juin 2011.

La ville, on le sait, est une muse textuelle. Littérature et sciences sociales peuvent être considérées comme symbiotiques tant les études urbaines ont largement puisé dans la production romanesque, à titre de source parfois, d'argumentaire souvent. Dans certains champs thématiques, les emprunts, les connivences ou les passerelles sont, d'un univers l'autre, particulièrement explicites. Comment imaginer les protagonistes des *Souris et des hommes* de John Steinbeck sans penser à la figure du *hobo* de Nils Anderson, et inversement... De même, la référence à Rimbaud dans l'essai d'Isaac Joseph sur la dispersion de l'espace public n'est pas seulement contenue dans son titre du *Passant considérable*. Il est ainsi admis que la littérature puisse être une entrée dans/de la ville, comme le suggère Julien Gracq à la découverte de Nantes "sans le moindre souci d'en ranger les éléments par ordre d'excellence". Notre projet est de proposer, dans une approche pluridisciplinaire mais cependant centrée sur une compilation de lectures urbaines, associées chacune à une ville et à un/des romans clé(s), un tour du monde urbano-littéraire. Il s'agira de combiner et mettre en perspective un panel de villes contemporaines de toutes contrées, approchées et mises en réalité par leurs écritures, et depuis nos lectures. À cet effet, l'expérience paysagère et les modalités de ses pratiques sensibles (au sens de Jean-François Augoyard) retiendront particulièrement notre attention. Si le XIX^e siècle a vu nombre d'auteurs, européens notamment (C. Dickens, E. Sue, E. Zola, V. Hugo, N. Gogol et tant d'autres), s'emparer de la ville comme théâtre, enjeu et objet, notre époque est celle d'un véritable foisonnement mondial, ouvrant maintes perspectives à cet imaginaire que l'on peut appréhender comme un "modèle d'énonciation" (P. Lassave). La production romanesque, à partir de la deuxième moitié du XX^e siècle, s'est amplifiée dans toutes les sociétés, comme corollaire de l'urbanisation. Désormais, la ville, "la chose humaine par excellence" (C. Lévi-Strauss), est incontestablement un objet littéraire universel; une multitude de cités sont médiatisées par leurs écritures et mises en récits.

Qui a lu les premières pages de la mythique promenade londonienne de *Mrs Dalloway*, ne peut plus être à la ville de la même manière. La relation entre un écrit et une ville ne suscite-t-elle pas l'esquisse d'autres dimensions ou d'autres possibles, comme l'avènement d'éventuelles "hétérotopies" (M. Foucault)? Que nous dit un roman d'une cité que celle-ci ne révèle pas autrement? Quels lieux de roman(s) sont fréquents et quels autres rares? Que nous suggère un roman pour une approche exploratoire singulière des univers de la ville? Quelles échelles, quels lieux, quelles formes de surimpositions et de combinaisons urbaines la lecture préconise-t-elle? Les villes "mises en littérature" sont-elles davantage comparables? Les univers d'un roman sont-ils affiliés aux mêmes catégories et mondes que ceux envisagés par les sciences sociales, et sont-ils transposables? Comment lit-on l'altérité d'une ville; la médiation romanesque suscite-t-elle une altération du sens de ces notions? La mise en roman peut-elle rendre une ville plus immédiatement compréhensible? Enfin, même si la question est délicate, comment la littérature romanesque parvient-elle à transcender les arcanes (ou à s'en émanciper) de la mise en contexte de la ville, une opération d'énonciation singulièrement retorse dans la construction scientifique? Les artifices littéraires permettent de superposer, d'ajuster de détourner des dimensions et des strates révélant ainsi des signifiants inédites. Tous les emprunts à des genres littéraires divers, du roman noir à la saga sociale via la fiction d'anticipation peuvent être explorés, s'ils peuvent s'inscrire plus largement dans un cadre générique qui serait celui du "roman urbain". Ce projet ne se réfère pas à un univers disciplinaire exclusif, mais se situe dans le champ des "études urbaines", lequel ne renie ni la géographie, ni la sociologie, ni l'histoire non plus que d'autres approches.

Enfin, notre postulat sera de considérer - sans pour autant occulter la pluralité et la diversité des écritures et des villes - le roman urbain comme l'expression d'une médiation, d'un langage ou d'un code universels, incitant à envisager/décliner cet exercice inédit d'un abécédaire des villes du monde contemporain, confrontées depuis un panorama littéraire. Nombre de participants attendus : 25 (un appel à contribution sera lancé). Les actes du colloque seront publiés dans un ouvrage collectif, éventuellement aux Presses de l'Université François-Rabelais de Tours, coll. *Perspectives urbaines*, en 2012.

e) Organisation avec Sylvia Chiffolleau (CNRS, GREMMO), de journées doctorales sur "Enjeux du temps et de l'usage des temporalités dans l'avènement des paysages urbains au Maghreb et au Moyen-Orient" à l'Institut français du Proche Orient de Beyrouth (janv. ou oct. 2011).

Dans une perspective combinée de formation et d'exposition de recherches en élaboration, l'objectif sera d'envisager les enjeux du temps et de l'usage des temporalités dans l'avènement de paysages urbains au Maghreb et au Moyen-Orient. Depuis une approche "triangulaire" articulante espaces/temps/sociétés, fondée sur la pluridisciplinarité, la question initiale sera comment en ville en général, dans les pays arabes en particulier, s'activent, s'énoncent, se mêlent et s'ajustent diverses sortes de temps (international, mondial, local, historique, identitaire, mythique, des origines, etc.), notamment dans la mise en œuvre de projets urbains et des référents sociaux. Le présupposé est que ces temps ne sont pas nécessairement alternants et incompatibles mais souvent ajustables, parfois hybrides et composites, et qu'ils témoignent ou participent de la convertibilité des individus et des sociétés contemporaines. En parallèle de cette réflexion générale, seront menés des ateliers qui travailleront depuis ces entrées, à partir de cas particuliers, sur une analyse de paysages urbains contemporains, animés et rythmés (les paysages étant considérés comme "habités").

Axe II - Circulation, transferts, et réseaux en Méditerranée.

Il se composera de trois titulaires : Bernard Heyberger (Pr, histoire), François-Olivier Touati (Pr, histoire) et Jérôme Bocquet (MC, histoire). Son thème principal sera celui des circulations des hommes et des représentations entre l'Europe et le Proche-Orient. Il sera ainsi amené à continuer à approfondir la question des relations entre le christianisme occidental, le christianisme oriental, le judaïsme et l'islam. F.-O. Touati devrait aborder l'étude des transferts politiques et culturels au Moyen Âge.

Les thématiques de projets qui se dégagent sont les suivantes :

- *L'historiographie des croisades*. Projet porté par F.O Touati, avec la contribution de B. Heyberger. Une première journée d'études, dans le cadre d'un séminaire de master, est organisée le 19 mars à Tours sur ce sujet. Le projet est conduit avec l'appui et la coopération de la Society³ for the Study of the Crusades and latin East

- *Continuation du projet collectif sur l'éducation au Proche-Orient et dans les Balkans (de la fin de l'Empire ottoman à la naissance des États-nations)*. Projet porté par Jérôme Bocquet avec le soutien et la participation de B. Heyberger. Rentre dans le projet de l'École Française d'Athènes (mené conjointement par des chercheurs grecs, turcs, anglais et français) qui donnera lieu d'abord à un colloque à Chypre en novembre 2010 puis à un livre collectif : *Beyond nationalisation. School and social change in a multicultural environment (1856-1939)*. Trois temps sont ainsi définis : "New needs, new knowledge", "Open competition", "Regular time".

Par ailleurs sera poursuivi le travail sur les écoles chrétiennes en Syrie-Liban-Palestine : confessionnalisme et clientèles, stratégies scolaires (écoles privées, étrangères, française et américaine), question de la libéralisation du régime baasiste, rapports entre l'islam, l'État, les écoles et les minorités.

³ Association internationale qui regroupe la majeure partie des spécialistes des croisades et de l'Orient latin à travers le monde, anglo-saxons majoritairement. Il y a des membres égyptiens, israéliens, jordaniens, damasquins, libanais.

- *Églises orientales, catholicisme et orthodoxie (2010–2015)*. Les séminaires de B. Heyberger à l'EPHE en 2008- 2009 ont fait émerger une nouvelle thématique, qui fera l'objet d'un travail collectif : *la construction des représentations réciproques entre Églises orientales, catholicisme et orthodoxie*.

Alors que jusqu'à récemment, l'attention des chercheurs se portait presque exclusivement sur le face-à-face entre les chrétiens arabophones d'Antioche et l'Église romaine, l'ouverture des archives et bibliothèques russes et roumaines fait émerger tout un univers de contacts et d'interactions entre les chrétiens melkites et les orthodoxes de Valachie et de Russie à l'âge de la confessionnalisation orthodoxe.

L'ambition de ce projet est de connecter des histoires qui ne l'ont pas encore été, à cause d'obstacles linguistiques et politiques (du temps du communisme) et de tradition académiques différentes. Il consiste à mettre ensemble une équipe de chercheurs ayant des compétences variées et accédant à des sources différentes, mais travaillant tous autour de l'espace orthodoxe que nous venons d'évoquer. Cette équipe est déjà presque constituée. Elle se fixera plusieurs tâches :

Retracer la réalité concrète des voyages, des rencontres, des événements, à partir des différentes sources connues et des historiographies en différentes langues, que les membres de l'équipe partageront.

Étudier la construction de représentations confessionnelles et politiques à partir des textes produits, traduits, diffusés. Tenter de suivre leur circulation. La compréhension de l'environnement orthodoxe que nous avons évoqué permet d'éclairer d'un jour nouveau la production "littéraire" des melkites conservée dans des monastères libanais, en lien avec les débats ecclésiastiques qui agitent alors le christianisme post-byzantin.

Éditer un certain nombre de documents particulièrement pertinents sur ces sujets. Organiser des journées d'études ou des colloques. Ainsi, la figure de Macaire d'Antioche, qui domine l'histoire de son Église melkite, mais qui tient aussi une place importante dans l'histoire de la Roumanie, de la Russie et de la Géorgie au XVII^e siècle, pourrait faire l'objet d'une rencontre avec publication. De même, une table ronde consacrée à la politique orientale de Benoît XIV ferait apparaître sous un jour nouveau ce pape plusieurs fois célébré comme "le pape des Lumières".

Ce projet pourra se réaliser dans le cadre d'une reconduction de B. Heyberger à l'IUF, ou dans le cadre d'un programme répondant à un appel d'offre.

- *Divers projets individuels de publications :*

Jérôme Bocquet : Projet sur les "chrétiens de gauche" et le monde arabe, de la "matrice algérienne" aux nouvelles générations de chrétiens engagés : mission et révolution.

Bernard Heyberger : Une "histoire des chrétiens en pays d'islam (de l'hégire à nos jours)". Ouvrage de synthèse et de référence sur le sujet.

François Olivier Touati : outre l'édition scientifique des actes médiévaux relatifs à Saint-Lazare de Jérusalem, mise en chantier d'un ouvrage : De la Loire au Proche-Orient médiéval. Foulque V, comte d'Anjou et roi de Jérusalem.

Axe III - Sociétés nomades et rencontres des cultures

Dans le prolongement du programme ANR PRANO - *La question du pouvoir dans les recompositions sociales et religieuses contemporaines en Afrique du Nord et de l'Ouest* -, il y a le projet d'un recentrement sur les bouleversements en cours dans la zone saharienne et la réactualisation de la question de l'altérité nomade. En outre l'équipe internationale et pluridisciplinaire sera renforcée par le recrutement d'un IR.

Les mutations contemporaines en Afrique saharienne : enjeux et perspectives (SAHARA)

L'équipe du projet "SAHARA" a pour objectif de défricher les nouvelles pistes de recherche qui se sont profilées lors du projet précédent et de proposer des analyses inédites sur les processus observables dans les sociétés du Sahara de l'Ouest (Mauritanie, Sahara Occidental, confins algéro-marocains méridionaux), et du Centre (Mali, Niger, Libye), ainsi que sur leurs marges : les îles Canaries devenue frontière du Sahara avec l'Europe depuis la guerre du Sahara, les ports libyens de la Méditerranée et les villes du Sahel où sont installés des têtes de pont des réseaux commerciaux tenus par des Sahariens. Concrètement, il s'agira d'apporter des éléments de réponse à une série de questions majeures :

- À quoi correspond la catégorie "nomade" généralement utilisée par les Sahariens pour s'auto-désigner aujourd'hui et marquer ainsi leur différence, alors que la plupart ne "nomadisent" plus ? D'où vient cette distinction, sur quoi est-elle fondée ? De quels enjeux est-elle chargée ?

- Quels types de conflits ou rivalités sont nés de la reconfiguration des territoires des tribus nomades en en espaces nationaux ? Quel impact ces lignes de démarcation arbitraires ont-elles sur la construction des identités "nationales" ? Quels effets sur les parcours personnels des familles et des individus écartelés par les frontières ?

- Comment la ville saharienne "moderne", où habitent désormais la majorité des Sahariens est-elle produite, habitée, vécue ? Y a-t-il une manière particulière aux anciens nomades d'être dans ces villes ? Comment les différentes catégories sociales s'inscrivent-elles dans l'espace urbain, se superposant ou non aux découpages "tribaux", pour créer de nouveaux quartiers "riches" et de nouveaux quartiers "pauvres" ? Quelles sont les conséquences du *hiatus* intergénérationnel creusé entre ceux qui ont vécu sous la tente et ceux qui sont nés en ville et sont directement "branchés" sur le système-monde ? Qu'en est-il, dans ce contexte, de l'émergence du sujet ? Quelles sont les effets de ces déstructurations sur l'individu ?

- Comment les nouveaux réseaux de commerce et d'affaires se constituent-ils ? À partir de quelles structures préexistantes et de quels types de commerce et d'affaires s'agit-il ? Quelles sont les ramifications actuelles de ces réseaux sur les marges du Sahara et au-delà ?

- Quelle réponse les érudits sahariens peuvent-ils opposer à la propagande islamistes à prétention universelle que les groupes armés utilisent et font circuler jusque dans les bidonvilles des grands centres urbains pour légitimer leurs actions et recruter les Sahariens ?

- Alors que les pouvoir financiers internationaux s'intéressent de plus en plus aux richesses du Sahara qu'ils proposent aux États de "mettre en valeur", quels monopoles d'activités licites (formelles ou informelles) ou illicites (trafics de drogue, d'armes, banditisme, prises d'otage etc.) leur connaissance du désert permet-elle aux anciens nomades de maintenir ?

- Quelle alternative les formes historiques du pouvoir (les grandes tribus) actuellement en réorganisation, proposent-elles pour rétablir la sécurité et résister en même temps aux pressions internationales ?

Ce projet sera soumis dans le cadre d'un appel d'offre de l'ANR.

3. PROJET SCIENTIFIQUE DE L'ÉQUIPE DE RECHERCHE INGÉNIERIE DU PROJET D'AMÉNAGEMENT, PAYSAGE ET ENVIRONNEMENT - IPAPE (Porteur du projet : Sylvie Servain-Courant)

Présentation et objectif scientifique

L'équipe *Ingénierie du Projet d'Aménagement-Paysage et Environnement* a été créée en 2008 par le rapprochement des axes DEP (Dynamiques Environnementales et Paysagères) et ART (Aménagement Recomposition Territoriale) de l'équipe VST. Structurée en deux axes, IPA et PE, étant appelés à se combiner, elle regroupe 25 enseignants-chercheurs dont 8 HDR, des membres associés et des doctorants. Le précédent contrat quadriennal a été marqué par un renouvellement de l'équipe lié au recrutement de quatre maîtres de conférences en aménagement et urbanisme (profils sociologie, patrimoine, écologie, risque) et de deux professeurs (écologie, aménagement et urbanisme). Renouvellement qui devrait se poursuivre durant le prochain contrat quadriennal.

L'effectif de l'équipe devrait rester stable à l'horizon 2012. Au début du nouveau contrat, trois MCF et deux professeurs devront être remplacés pour cause de départ à la retraite.

Le projet de l'équipe, qui s'appellera IPAPE, est construit sur le rapprochement déjà engagé entre les deux axes actuels et l'intégration des enseignants-chercheurs nouvellement arrivés. Le bilan fait apparaître l'émergence de problématiques communes portées par des projets de recherche financés, de nouvelles collaborations et l'inscription dans des réseaux nationaux (dont la Zone Atelier Loire) et internationaux (dont l'APERAU International, AESOP, ASRDLF).

L'équipe IPAPE a pour projet scientifique l'intelligibilité des transformations des milieux naturels et des espaces aménagés et construits, telles qu'elles résultent de processus spontanés ou volontaires, sous l'effet dans ce dernier cas de projets d'aménagement à différentes échelles géographiques. L'équipe entend conjuguer approches théorique et critique mais également concrète ou opérationnelle. Pour une part au moins, les travaux d'IPAPE ne s'inscrivent pas exclusivement dans une démarche empirico-descriptive mais relèvent également d'une perspective praxéologique, en contribuant au développement d'une réflexion sur l'action et (ou) vers l'action pouvant impliquer une attitude prospective et/ou d'aide à la décision. L'approche sera donc interdisciplinaire en associant les sciences de la nature, les sciences humaines et sociales et les sciences de l'ingénieur. L'orientation de l'équipe se définit également par une dimension spatiale sensible dans la façon de traiter les thèmes abordés et dans la sélection de terrains d'observation géographiquement définis, localisés en France et à l'étranger, dans une logique de mise en œuvre de réseaux internationaux.

La nouvelle organisation de l'équipe s'appuie sur la définition de 4 axes inscrits dans une démarche collective ; les deux premiers, "Projets d'Aménagement, d'urbanisme et Systèmes d'Action", "Dynamiques Paysagères et Environnementales" se positionnent dans la continuité du présent projet quadriennal ; les axes "Risques, vulnérabilités et résilience" et "Développement Territorial Durable" ont été définis à partir du bilan de l'équipe et des synergies émergentes. Une des particularités du projet est de favoriser la transversalité entre les axes mais également le renforcement des collaborations dans CITERES (dont la participation à des actions transversales), avec la MSH de Tours (axe Ville et Val de Loire) et d'autres équipes de recherche françaises (dont le CEDETE dans le cadre du PRES) et étrangères. Ce qui s'exprime, entre autre, par des recherches de financements communs et l'organisation de manifestations dont un programme de séminaires mêlant résultats de projet en cours et présentations par des chercheurs extérieurs à l'équipe. Les échanges et partenariats internationaux seront poursuivis et développés dans le cadre de partenariat (projets de recherche commun), d'organisation de séminaires et de colloques, d'échange et accueil de chercheurs, avec les Université de Laval et Québec, West of England (Bristol), Iasi et Ouradea (Roumanie), Porto, Campina Grande (Brésil).

Axes de recherche

Axe 1 – Projets d'aménagement, d'urbanisme et systèmes d'action

Principaux participants : Hervé Baptiste, MCF 24 ; Didier Boutet, MCF 2 ; Nathalie Brevet, MCF 24 ; Romeo Carabelli, IR ; Jean-Paul Carrière, PR 24 ; Christophe Demazière, MCF 24 ; Denis Martouzet, PR 24 ; Sébastien Larribe, MCF 24 ; Serge Thibault, PR 24 ; Laura Verdelli, MCF 24 ; Sylvette Denèfle, PR 19.

Rendre intelligible l'évolution contemporaine des processus de projet en aménagement et l'aide à leur organisation sont les objets de recherche portés cet axe. Aujourd'hui, l'aménagement doit répondre à un nouvel impératif correspondant plus au ménagement de l'espace qu'à son équipement. Ce ménagement inclut la protection et la renaturation de notre environnement. Cet impératif conduit à une modification du projet en tant que processus. Il n'est plus identifié comme l'une des étapes majeures d'un processus linéaire et certain, allant de sa programmation à sa réalisation ; il est l'un des moments d'un complexe d'actions incluant la compréhension de situations reconnues comme étant complexes, la gestion de l'incertain, etc. Le projet doit également prendre en compte la capacité des individus à s'appropriier l'espace, à le faire sien avec les autres. Ce passage de l'individu en tant qu'utilisateur à l'individu en tant qu'acteur de l'espace conduit possiblement à inclure son rôle dans les processus de conception du projet et à prendre en considération les processus d'appropriation, dont les démarches participatives, comme composants du projet.

La recherche vise deux objectifs :

Pour le premier, alors que des travaux de recherche menés depuis quelques années indiquent que les projets en tant que processus ont commencé à se modifier plus ou moins en profondeur avec l'émergence des problèmes environnementaux et la complexification des systèmes d'actions, le travail de recherche

consistera à mieux comprendre les dynamiques actuelles, considérant qu'elles ne sont probablement pas générales, mais qu'elles dépendent des échelles spatiales, du micro au macro, des types d'aménagement eux-mêmes, des situations sociales locales, des urgences environnementales prises en compte. Ces changements ne sont probablement pas non plus identiques pour les types de projets, stratégiques, opérationnels ou plus conceptuels qui visent à explorer le champ des possibles. Le travail de recherche mené par une partie de l'équipe IPAPE et portant sur la question de l'habiter et des rapports complexes entretenus par les individus à l'espace, doit permettre d'établir en quoi et comment la prise en compte de l'habiter influe et modifie plus ou moins en profondeur le projet au moins en tant que processus.

Le second objectif porte sur l'aide à la conception de ces projets identifiés comme étant des processus ouverts et complexes. L'objectif n'est pas de répondre à toutes les situations de projet qui nécessitent des besoins nouveaux en matière d'ingénierie et de conduite de projet, mais d'identifier une catégorie de situations telle que son traitement apporte suffisamment d'enseignements pour servir de base à la résolution d'autres situations complexes.

Le programme de recherche est structuré selon trois entrées qui sont la poursuite du travail d'ordre typologique déjà engagé et visant à établir une carte du projet en aménagement ; le bilan critique des travaux de recherche ayant porté et portant sur l'évolution contemporaine du projet en aménagement ; la poursuite des recherches sur la question de l'habiter entendu comme rapport construit des individus à l'espace et capacité à être acteur de la fabrique et de la conception de l'espace.

Axe 2 - Dynamiques environnementales et paysagères

Principaux participants : Marion Amalric, MCF 23 ; Catherine Boisneau, MCF 67, Sabine Bouché-Pillon, MCF 67 ; Francesca Di Pietro, MCF 68 ; Evelyne Gauché, MCF 23 ; Alain Génin, MCF 23 ; Sabine Greulich, MCF 67 ; Francis Isselin, MCF 24 ; Isabelle La Jeunesse, MCF 23 ; Jean Mahaud, MCF 23 ; Cécile Rialland, MCF 23 ; Nina Richard, IGR ; Sylvain Rode, PRAG 23 ; Brigitte Ruaux, IGR ; Sylvie Servain-Courant, MCF 23, Laura Verdelli, MCF 24 ; Matthias Wantzen, PR 67, Jean-Louis Yengué, MCF 23.

L'axe proposé, qui poursuit en grande partie le travail commencé dans le projet 2008-2012, a pour objectif principal la compréhension des dynamiques environnementales et paysagères dans une perspective de gestion de l'environnement raisonnée, patrimoniale et durable, entendue comme impliquant la prise en compte de la biodiversité et des paysages dans le fonctionnement des sociétés humaines.

L'axe s'appuie sur **deux entrées thématiques** qui sont le paysage et l'environnement.

Le **paysage** est abordé par son aspect biophysique, tout en considérant l'ensemble des processus d'anthropisation qui le façonnent. L'objectif est à la fois de replacer le paysage dans son évolution, aussi bien passée que future, et de l'aborder dans sa complexité, en prenant en considération ses différentes composantes, tant sociales (usages, conflits, politiques publiques et réglementation..) que biophysiques. Ceci renvoie à la seconde dimension de l'axe, **l'environnement**, traité principalement par l'entrée biologique (végétale et animale). L'objectif est d'analyser les processus à la base de la diversité biologique d'un paysage afin de pouvoir établir des prédictions concernant la dynamique de cette biodiversité en fonction de son contexte (options de gestion, changement climatique etc.).

Les échelles d'analyses sont emboîtées, avec des investigations à l'échelle de la parcelle (cadastrale, culturelle, de l'unité fonctionnelle...) mais également à l'échelle d'unités plus larges comme l'agglomération, le corridor fluvial ou la région, ce qui impliquent souvent l'analyse spatiale. La comparaison de terrains (France, Europe, Maroc, Cameroun, Canada) et la prise en considération de réglementations ou processus intervenant à l'échelle supra nationale (protection des espaces naturels, action de l'UNESCO....) donnent à cet axe une dimension internationale. Les travaux réalisés sur des terrains ligériens s'inscrivent dans le réseau de chercheurs de la Zone Atelier Loire.

L'axe est structuré en trois chantiers qui regroupent des projets financés traitant de thématiques ciblées. Le premier est centré sur l'analyse des processus de fonctionnement des hydrosystèmes, dont la

Loire, dans leurs composantes biotiques, la production et la dégradation de la matière organique, les dynamiques des unités de végétation et des communautés animales (macro-invertébré et poissons). Des contextes de perturbations par des espèces envahissantes et de changement global (climat, hydrologie,...) sont également traités ce qui constitue un lien privilégié avec la thématique du changement climatique et les risques (axe 3). Le second concerne plus spécifiquement les espaces agricoles qui sont considérés à grande échelle, celle de la parcelle agricole, avec une entrée par la biodiversité dans le champ de la biogéographie et de l'écologie des paysages et à petite échelle, celle des territoires ruraux paysans, par une approche de géographie globale, en lien avec les investigations réalisées dans l'axe 4 pour des terrains internationaux (Brésil, Maroc).

Le troisième axe aborde les nouveaux usages environnementaux et patrimoniaux de l'espace. Les perturbations et les évolutions qui marquent les sociétés humaines se retranscrivent sur l'espace par l'invention de nouveaux usages, entre autre environnementaux, notamment dans les espaces urbanisés, et/ou par une patrimonialisation matérialisée par une conservation des héritages. Ces nouveaux usages modifient les paysages dans leur matérialité, leur fonctionnement mais également leur perception. Il s'agit donc de comprendre les adaptations en cours, mais aussi de proposer des méthodes de suivi.

Axe 3 - Risques, vulnérabilités et résilience

Principaux participants : Marion Amalric, MCF 23 ; Catherine Boisneau, MCF 67 ; Nathalie Brevet, MCF 24 ; Didier Boutet, MCF 2 ; Mathilde Gralepois, MCF 24 ; Sabine Greulich, MCF 67 ; Francis Isselin, MCF 24 ; Isabelle La Jeunesse, MCF 23 ; Denis Martouzet, PR 24 ; Kamal Serrhini, MCF 24, Sylvie Servain-Courant, MCF 23 ; Matthias Wantzen, PR 67 ; Jean-Louis Yengué MCF 23.

Ce nouvel axe est représentatif de l'intégration des thématiques présentées dans les deux axes du quadriennal en cours. L'étude des vulnérabilités territoriales et des risques collectifs appelle cette interdisciplinarité propre à la complémentarité de l'équipe IPAPE.

La recrudescence d'aléas –plus ou moins anthropiques– déstabilisant les systèmes urbains et naturels est causée par l'agrégation de processus locaux et globaux. L'agrégation d'autres causes globales, comme les effets des modifications du climat, intéressent en premier lieu les sciences de l'espace. Mais, à une méso-échelle, temporelle et spatiale, les effets de la recrudescence d'aléas sont observés et particulièrement mesurables à l'échelle des territoires.

La diversification des formes d'urbanisation et la transformation des espaces naturels modifient les écosystèmes locaux et, imbriqués aux effets globaux du changement climatique, augmentent significativement la complexité des analyses en termes de vulnérabilités et risques collectifs, notamment d'origine naturelle. L'imbrication des effets -climatiques ou anthropiques- interdit une analyse déterministe des choses. Elle implique une recherche dont les objets sont inscrits dans un contexte d'incertitude.

Cette incertitude prend la forme d'une analyse du risque, défini comme l'exposition d'enjeux (patrimoniaux, économiques, humains...) à des aléas. La connaissance précise, même en termes probabilistes, de l'aléa suppose un examen précis de l'imbrication des effets globaux et locaux. Isoler l'enjeu de l'aléa revient à analyser sa vulnérabilité. D'une part, l'étude de la vulnérabilité des systèmes -urbains et naturels-, et l'étude des modalités pour la réduire permet de gérer ses effets en situation de crise. D'autre part, la prise en compte des risques et des vulnérabilités engendre des changements sur les processus décisionnels en matière d'aménagement de l'espace et d'opérations d'urbanisme, mais aussi sur les pratiques et les représentations des populations.

Deux entrées ont été définies qui traitent d'une part de la vulnérabilité fonctionnelle des systèmes urbains et naturels et d'autre part des effets de la prise en compte de la vulnérabilité sur les systèmes décisionnels et socioéconomiques.

Les recherches sur la vulnérabilité fonctionnelle des systèmes urbains et naturels abordent les outils, les modalités de mesures et dévaluation de la fragilité des systèmes urbains et naturels, selon différents types d'enjeux. Deux phases peuvent être distinguées. Au stade du diagnostic et de la prévention, l'évaluation des vulnérabilités sociales (habitat par exemple) et économiques (localisation des industries

par exemple) face aux dangers collectifs fait l'objet de travaux empreints des sciences de l'ingénieur et de la modélisation cartographique. La mesure des vulnérabilités se réalise aussi sur des enjeux de biodiversité faunistique et floristique face aux incertitudes du changement climatique. Au moment de l'occurrence de risques, voire de situations de crise, la modélisation des effets des vulnérabilités et des risques porte également sur les effets spatialisés en termes d'accessibilité, sauvegarde et résilience. Il est à noter que ces projets de recherche se construisent souvent en relation étroite avec la demande sociale, notamment des collectivités publiques, et relève d'une démarche de recherche – action, voire d'aide à la décision.

Les travaux traitant les effets de la prise en compte de la vulnérabilité sur les systèmes décisionnels et socioéconomiques se positionnent en termes d'analyses des représentations et des décisions des acteurs sociaux (populations, experts scientifiques, élus, techniciens, associatifs, etc.) qui se positionnent vis-à-vis des effets de risques et de vulnérabilités. Les démarches de compréhension de perception du risque permettent d'analyser les différences entre groupes sociaux. Plus spécifiquement, plusieurs projets de recherche convergent vers l'analyse du processus décisionnel des acteurs publics (élus et techniciens locaux) en contexte de controverse scientifique.

L'étude de différents terrains est abordée grâce à des analyses transversales, notamment juridiques concernant l'évolution de la réglementation d'occupation des sols en matière de nuisances et pollutions. Bien que les territoires d'études soient différenciés, un certain nombre de projets traitent spécifiquement de la prise en compte des risques collectifs dans les projets urbains.

Axe 4: Le Développement Territorial Durable

Principaux participants : J.-P. Carrière, PR 24 ; Christophe Demazière, MCF 24 ; Sylvette Denèfle, PR 19 ; Evelyne Gauché, MCF 23 ; Mathilde Gralépois, MCF 24 ; Mindjid Maïzia, PR 24 ; José Serrano, MCF 24.

Un certain nombre des travaux réalisés au cours du contrat quadriennal en cours à l'échelle méso, principalement mais de façon non exclusive, ont fait ressortir l'importance du Développement Territorial Durable comme thématique émergente que l'équipe IPAPE entend développer après 2011.

Cet axe de recherche concerne aussi bien l'approfondissement de la réflexion théorique et conceptuelle (1), que l'analyse de politiques publiques, de stratégies et d'opérations d'aménagement à différentes échelles, sachant que ces deux perspectives ne peuvent que s'enrichir mutuellement (2).

1) Sur le plan théorique et épistémologique, il s'agit avant tout de résoudre les problèmes posés par l'articulation de deux approches du développement et de l'aménagement, originellement distinctes, et à certains égards contradictoires. En effet, le développement territorial, fondé sur les théories du développement endogène se pense nécessairement à l'échelle du local, et relève d'une approche micro – ou méso-territoriale, tandis que par définition le Développement Durable est supposé procéder d'une vision holistique et totalisante relevant d'une échelle planétaire. La question posée est donc de clarifier les voies d'une "hybridation conceptuelle" permettant d'intégrer les deux approches en dépassant leurs limites respectives, à savoir pour ce qui concerne le développement territorial une insuffisante prise en compte de la dimension environnementale du développement, ainsi qu'une fréquente sous-évaluation de sa dimension sociale, tandis que le développement durable rencontre à la fois des limites d'opérationnalisation et se heurte à la diversité de ses interprétations au moment de sa mise en application. Cependant, la démarche d'hybridation, que l'on pourrait définir comme territorialisation du Développement Durable, reste inachevée.

Le DTD, en dépit du fait qu'il soit toujours un paradigme en construction, est devenu aujourd'hui un référentiel de l'action publique - et même de nombreuses opérations privées - en matière d'aménagement et de développement. Ceci explique que le projet de recherche de l'axe soit basé sur la conviction que les avancées en termes de précision conceptuelle passent nécessairement par des applications de terrain.

Par ailleurs, la mise en œuvre du DTD appelle de nouvelles formes de gouvernance. Ceci implique que les travaux engagés dans l'axe DTD portent une forte attention aux questions de gouvernance dans la mise en œuvre des projets d'aménagement territorial répondant à une perspective de durabilité.

2) Un axe de recherche dédié à la mise en œuvre effective des politiques et des projets d'aménagement relevant du DTD se justifie d'autant plus que tout indique – y compris les travaux réalisés lors du plan quadriennal en cours – qu'il ne peut y avoir ni unicité des stratégies locales de DTD, ni sur un plan normatif universalité d'un modèle d'action "durable". Ceci renforce l'intérêt d'approches comparatistes que l'équipe IPAPE cherchera à promouvoir en retenant des terrains d'étude diversifiés, tant par leur contexte géographique, que par leur dimension ou leurs structures socio-économiques. Dans de nombreux pays, les acteurs publics décentralisés déclinent certains principes de durabilité pour les actes d'aménagement. Cependant, l'injonction qui leur est adressée par les gouvernements conduit à interroger la capacité des institutions locales en charge des territoires à territorialiser le développement durable.

Les travaux concerneront aussi bien la mise en œuvre du DTD dans les milieux fortement urbanisés que dans ceux à faible densité. Les travaux auront donc pour terrain d'application :

a) *Les villes et régions urbaines, leurs dynamiques et projets.* Le développement durable peut être invoqué ou initié à différentes échelles spatiales (bâtiment, opération, ville petite ou moyenne, agglomération, etc.); pour les chercheurs, aucune ne va de soi. L'axe DTD abordera les relations d'équipements ou de fonctions au territoire. Il s'attachera aussi à une échelle émergente, la région urbaine (*city-region*). Il s'agira d'analyser la région urbaine comme objet de réflexion et d'anticipation sur la localisation des activités et sur les déplacements, dans une perspective de développement durable. Ancrée à l'origine dans une rhétorique économique, la région urbaine peut-elle être enrichie pour contribuer à la localisation du développement durable ? Comment se construisent des régions urbaines qui, en affirmant des options environnementales ou sociales affirmées, entrent en collision avec les discours économicistes ? Il s'agira de privilégier des moments de construction de "projets de territoires" et plus précisément de projets spatialisés de territoires. Ce sous-thème, caractérisé par une forte dimension comparative européenne, vise aussi à identifier les enjeux de celle-ci en termes de nouvelles gouvernances et de durabilité (la gouvernance étant elle-même comprise comme une dimension de la durabilité).

b) *Les espaces à faible densité des zones rurales et des zones côtières,* là encore en faisant appel à l'analyse internationale comparée. Le questionnement principal portera sur les potentialités et handicaps du DTD dans ces milieux. L'analyse critique du DTD dans les milieux mentionnés ci-dessus portera sur l'examen des actions publiques ou privées se prévalant de durabilité, mais aussi, et en lien avec l'axe 1 dédié aux projets d'aménagement-urbanisme, sur la prise en compte du DD par les documents de planification territoriale stratégique. Dans cette perspective, la recherche visera à évaluer la façon dont est pris en compte le Développement Durable dans différents types de documents stratégiques, tels que SCOT, SRADT, Agendas 21. De façon complémentaire, on s'interrogera sur l'intégration des politiques et actions d'adaptation et d'atténuation au changement climatique dans les stratégies d'aménagement et de développement territorial. L'analyse des Plans Climat Territoriaux initiés en France en application de la Loi Grenelle 2 pourra servir d'objet d'étude, et être confrontée à l'observation d'expériences étrangères.

4. LE PROJET DU LABORATOIRE ARCHÉOLOGIE ET TERRITOIRE - LAT (Porteur du projet : Xavier Rodier)

Présentation et objectif scientifique

À l'échelle nationale, le LAT est l'un des principaux pôles de recherche œuvrant principalement en archéologie métropolitaine, de la Préhistoire récente à l'Époque Moderne. Il regroupe des archéologues et des historiens autour de l'objet de recherche original qui a justifié sa création en 1992 : l'étude des relations des sociétés du passé à l'espace. À partir des mots-clefs société, espace et diachronie, les travaux du LAT s'inscrivent dans la problématique de la fabrique des territoires par les sociétés du passé. Comment s'articule l'inscription des sociétés dans un environnement et leur propre production d'espace construit ? Quels sont les systèmes de production, d'échanges et de consommation à l'œuvre ? L'originalité de la démarche du LAT est d'aborder ces questions en croisant les sources et les approches des sciences historiques dans la longue durée.

Afin de répondre à ces objectifs prioritaires, le projet du LAT pour 2012-2015 est fondé sur l'expérience acquise durant les cinq contrats quadriennaux précédents, les compétences spécifiques développées, les connaissances et les savoir-faire et les forces en présence.

Les multiples collaborations nationales et internationales que le LAT a nouées à travers son implication dans la participation et le pilotage de réseaux (PCR, ANR, GdR) ou par l'accueil de chercheurs français et étrangers, sont un des éléments clefs de l'identification de la place du LAT dans la recherche archéologique. À ce titre, la création par l'INSHS du GdR 3359 MoDyS (Modélisation des dynamiques spatiales, 2010-2013) traduit la reconnaissance des compétences du LAT dans ce domaine, sa place dans la communauté scientifique et le soutien du CNRS. En outre, le LAT est l'un des dix laboratoires de recherche en archéologie à être conventionnés avec l'Inrap (Institut national de recherches archéologiques préventives). Par ailleurs, l'implication de chercheurs du laboratoire dans des programmes de recherches archéologiques à l'étranger se traduit par d'étroites collaborations avec l'antenne de l'IFPO de Amman et les travaux de Jacques Seigne sur la ville de Jerash ainsi qu'avec l'IFEO et la participation de Philippe Husi au programme de Jacques Gaucher sur la ville d'Angkor Thom.

Localement, le programme du LAT contribue aux recherches transversales de CITERES avec le GdR MoDyS, et les travaux sur les relations Homme/Milieu dans le cadre de la Zone Atelier Loire et des collaborations avec l'équipe de géologie. Le LAT est également parfaitement inscrit dans les axes "Val de Loire" et "Ville" du projet de la MSH ainsi que dans sa thématique "Alimentation". L'équipe est l'une des têtes du réseau inter-MSH ISA (Information Spatiale et Archéologie), depuis sa création en 2001, dont le site web est hébergé à l'Université de Tours (<http://isa.univ-tours.fr>). Ces collaborations devront être poursuivies et renforcées en particulier par la participation à des programmes européens et l'encouragement aux publications internationales.

Le LAT est connu et reconnu dans la communauté scientifique pour sa pratique de l'archéologie métropolitaine de la Protohistoire au Moyen Âge, pour l'archéologie urbaine, pour son approche spatiale dans la longue durée, pour le croisement des sources, pour les réflexions épistémologiques et méthodologiques et pour l'archéomatique. Plus largement, il est aussi identifié comme le laboratoire d'accueil de la formation d'archéologie de l'Université de Tours réputée pour le poids des méthodes et de la pratique du terrain. Le traitement des mobiliers archéologiques est également un point fort avec la présence à l'Université de Tours du seul poste de Maître de conférences en archéozoologie, en dehors de ceux du Muséum national d'histoire naturelle, ce qui a justifié l'investissement dans la constitution d'une collection de référence. Le maintien et le développement d'un pôle archéologique à Tours en recherche et en enseignement passe par l'articulation indispensable du projet du LAT et d'une offre de formation d'archéologie cohérente proposée par l'Université pour un cursus complet du L1 au doctorat. Pour le contrat 2012-2015, le LAT est l'équipe d'adossement du projet de master "Recherche et métiers de l'archéologie".

Les départs en retraite successifs, depuis 2005, des Directeurs de Recherche et Professeur dont les travaux constituaient les piliers des axes du laboratoire conduisent à revoir l'armature du programme de

recherche du Laboratoire. En outre, ces départs entraînent un déficit d'HDR dont le comblement est une priorité pour le LAT. Actuellement, le LAT présente un potentiel de soutenances d'HDR à échéance de quatre ans avec trois maîtres de conférences et deux ingénieurs de recherche. Ce changement de génération, qui n'est pas propre au LAT, est corrélé au contexte de réorganisation des cadres institutionnels de l'archéologie qui place les UMR au centre du dispositif puisqu'elles deviennent le seul endroit possible de dialogue entre tous les intervenants : CNRS, Université, Ministère de la Culture, Inrap, collectivités territoriales et opérateurs privés. Les effets induits par la loi de 2003 sont autant la consolidation de l'Inrap comme institut national que la multiplication des opérateurs en archéologie métropolitaine. L'enjeu du prochain contrat quadriennal sera d'ancrer l'inscription du LAT dans le nouveau paysage de la recherche en constitution.

En construisant le projet sur ce positionnement scientifique solide, l'ambition pour le prochain contrat est d'identifier les questions de recherche émergentes et de proposer des programmes pour y répondre.

Les axes de recherche

Le projet est constitué de trois axes - *Villes et territoires ; Architecture et techniques de construction ; Flux, échanges et aires culturelles* – et de trois thématiques transversales – *Alimentation ; Environnement ; Archéomatique* – alimentées par les programmes des axes.

Axe 1 - Villes et territoires (responsables : Élisabeth Lorans et Anne Nissen Jaubert)

Le rassemblement des thématiques villes et territoires qui constituaient chacune un axe dans le contrat précédent est une reconfiguration induite par les départs en retraite des chercheurs qui les coordonnaient. L'objectif est d'aborder la fabrique de l'espace des sociétés par les sociétés dans une double perspective diachronique et multi-scalaire. Cet axe repose sur les programmes de terrain, fouille et prospection, qui constituent l'activité principale des archéologues. Il regroupe les travaux sur l'organisation de l'habitat de l'échelle de la fouille à celle de la ville puis des territoires.

Organisation spatiale des unités fonctionnelles

S'inscrivent ici les travaux sur toutes les formes d'établissements humains du Néolithique aux temps modernes : habitats ruraux et urbains ; établissements agricoles et habitats privilégiés. Ils reposent sur les fouilles menées par les membres du laboratoire, comme le chantier-école, dirigé par Élisabeth Lorans, sur le site de Marmoutier, avec le développement méthodologique approprié (système d'enregistrement *ArSol*, traitement du mobilier, utilisation des SIG).

Le programme de recherche diachronique sur la commune d'Evres-sur-Indre, dirigé par Jean-Philippe Chimier et Nicolas Fouillé qui commencera en 2011, alimentera également la réflexion à cette échelle.

Les recherches sur les habitats porteront essentiellement sur la France septentrionale et plus particulièrement sur la région Centre et les régions voisines. Pour l'époque médiévale ces études s'appuieront en priorité sur les données récoltées dans le cadre du PCR *Habitat rural du Moyen Âge en région Centre* dirigé par Anne Nissen-Jaubert et celles échangées avec des PCR et d'autres projets comparables en Île-de-France, en Pays de Loire et en Poitou-Charentes. Les recherches examineront les étapes de l'organisation de l'habitat et ses relations avec le territoire proche. L'étude des éléments structurants (fossés, chemins, enclos), leur pérennité et leurs transformations par rapport à l'insertion territoriale de l'habitat. L'augmentation spectaculaire des données, due à l'archéologie préventive, et la situation géographique de la région Centre offrent un cadre idéal pour comparer les spécificités et les traits communs dans l'habitat depuis le Nord de la France jusqu'à l'Aquitaine médiévale. Des recherches complémentaires mettront l'accent sur la diversité des sites pour mieux cerner les raisons sociales, économiques et fonctionnelles dans la configuration de l'habitat.

La fabrique des villes pré-industrielles

Les recherches en archéologie urbaine portent sur les villes d'Avranches, Javols, Metz; Angers, Bourges, Limoges, Vendôme et Tours qui tiennent une place particulière dans ce domaine depuis les années 70. L'expérience et les données accumulées en matière d'archéologie urbaine autorisent un

changement d'échelle qui ouvre de nouvelles perspectives de recherche dans lesquelles ces approches monographiques ont une vocation comparatiste afin d'aborder la hiérarchisation des villes au sein de réseaux constituant l'armature des territoires. Différents outils de modélisation (analyse spatiale, chrono-chorématique) et de simulation (systèmes multi-agent) seront mobilisés. La réflexion à cette échelle se poursuivra en particulier dans le cadre de l'atelier de chrono-chorématique urbaine du Centre national d'archéologie urbaine (Ministère de la Culture).

Dynamiques des paysages et réseaux

À cette échelle, les recherches portent sur l'habitat et la formation de l'espace rural au Néolithique, pendant la protohistoire récente, l'Antiquité et le haut Moyen Âge : l'habitat privilégié et son élargissement à la structuration des territoires, la culture de la vigne en Touraine ou encore les territoires de marges étudiés à partir des sources écrites sont autant de thèmes abordés à des échelles d'espace et de temps variables. Les questions portent ici sur les effets structurants sur les territoires des réseaux d'habitats, d'agglomérations et de villes. La réflexion à cette échelle se poursuivra en particulier dans le cadre de l'ANR Transmondyn (Modéliser les grandes transitions de l'évolution du peuplement dans l'Ancien et le Nouveau Monde : contraintes environnementales, interactions spatiales et innovations sociales dans la dynamique multi-échelle de systèmes complexes) dirigée par Léna Sanders (UMR Géographie-cités), accepté en 2010.

Axe 2 - Architecture et techniques de construction (responsables : Thomas Creissen et Frédéric Epaud)

Ce nouvel axe est lié à l'arrivée fin 2007 de Frédéric Epaud comme chargé de recherche au CNRS et de Thomas Creissen, recruté en 2009 comme maître de conférences en art et architecture du Moyen Âge. Cet axe comprend de nouvelles approches pour le LAT avec l'expérimentation architecturale et l'ethnoarchéologie ainsi qu'un volet méthodologique sur l'archéologie du bâti et l'acquisition et la modélisation 3D qui renforceront l'axe transversal archéomatique. Les travaux menés dans cet axe seront l'occasion de renforcer des collaborations avec les spécialistes de l'architecture de la Renaissance au CESR. Un des enjeux des recherches de cet axe sera d'établir les apports des méthodes mises en œuvre, en particulier pour les techniques 3D envisagées ici comme une aide à la production de connaissances plutôt que comme un outil de représentation. L'axe 2 est organisé en deux thèmes distinguant les matériaux de construction.

Archéologie de la construction en bois

Ce thème réunit les recherches menées sur l'architecture en bois de la protohistoire à l'époque contemporaine. Il aborde à la fois les constructions sur poteaux plantés ou sablières basses dont l'archéologue ne lit que les négatifs, ce qui concerne surtout la Protohistoire et le haut Moyen Âge, et les constructions en bois subsistantes qui appartiennent à un Moyen Âge plus tardif, en particulier les charpentes dont F. Epaud est l'un des spécialistes français. Selon des approches distinctes, seront abordées des questions touchant au bois d'œuvre (types de bois utilisés, ressources forestières, sylviculture...), aux techniques de charpenterie (taille des bois, marquages, outils, tracés d'épure...) ainsi qu'aux transformations des structures de charpentes médiévales dans l'architecture religieuse, civile et militaire. Les enjeux sont les suivants :

- étudier les nouvelles formes de charpentes qui apparaissent à l'époque romane et gothique dans le Nord-Ouest de la France et comprendre la transition de la charpente romane à la charpente gothique et son influence sur les transformations de l'architecture médiévale en pierre religieuse et civile ;
- développer l'approche dendroarchéologique pour une meilleure compréhension du bois d'œuvre et de la sylviculture médiévale ;

- comprendre l'architecture à poteaux plantés par l'apport de l'ethnoarchéologie et de la restitution expérimentale pour l'interprétation des plans de fouille des constructions en bois de la protohistoire au haut Moyen Âge.

Archéologie de la construction en pierre

Ce thème porte principalement sur l'architecture antique et médiévale des édifices publics et privés.

Les recherches abordent différents aspects de l'architecture religieuse chrétienne d'Occident de ses origines au 12^e siècle, à des échelles spatiales distinctes. Un premier objectif est de répondre aux questions de l'implantation topographique des premiers établissements chrétiens, avec le réemploi ou non d'édifices antiques et de leurs matériaux. Un programme d'étude des églises rurales du Limousin pour caractériser l'architecture des monuments conservés afin d'en préciser la datation devrait permettre de revenir sur la genèse du tissu paroissial de la région. Un second objectif est de caractériser l'origine et les transformations des principaux dispositifs architecturaux internes que sont les aménagements liturgiques (autels, ambons, *ciboria*, clôtures de chœur...). L'enjeu est d'aboutir à une meilleure perception des liens qui unissent la morphologie extérieure et intérieure de l'espace ecclésial, en contexte urbain ou rural, et d'en dégager les modifications sur une longue période.

Un autre aspect des recherches concerne l'architecture militaire médiévale des 10^e-13^e siècles avec pour objectifs les transformations topographiques et architecturales des sites castraux, leurs relations avec les zones d'habitat et d'activités artisanales, et enfin les liens entre le château et la ville (modes d'accès, tracé de l'enceinte).

Axe 3 - Flux, échanges et aires culturelles (responsables : Marie-Pierre Horard-Herbin et Philippe Husi)

Cet axe, identique à celui du contrat précédent, regroupe les recherches sur les productions et les pratiques sociales qui s'appuient en particulier sur les outils que sont la collection de référence archéozoologique constituée et enrichie par Marie-Pierre Horard-Herbin depuis plus de dix ans et le référentiel céramique médiéval et moderne du réseau Iceramm dirigé par Philippe Husi. Il comprend également un volet sur l'archéologie funéraire, qui occupe une place importante dans la production scientifique du LAT depuis la création de l'équipe.

L'ensemble des recherches qui mettent en œuvre le mobilier archéologique sont réunies dans cet axe, avec comme objectif une meilleure compréhension des mécanismes socio-économiques ou culturels identifiables à partir des sources matérielles. Les enjeux actuels des études de mobilier archéologique tiennent à la multiplication, ces dernières décennies, du nombre et de la qualité des opérations archéologiques, notamment préventives, qui fournissent des corpus de données stratifiés quantitativement importants, permettant un renouvellement des problématiques et de la connaissance. Le choix du laboratoire est d'étudier des corpus de mobiliers de différentes natures (ossements, céramiques, objets...) pour répondre à des questions communes dans la diachronie. Essayer de comprendre le rapport dialectique qui existe entre les flux, les échanges et les aires ou les faciès culturels c'est aussi interroger le mobilier à différentes échelles d'analyses. Comment évoluent dans la longue durée les mécanismes socio-économiques qui régissent les rapports entre un centre de consommation comme une ville, son territoire économique proche et son intégration à un espace économique plus large ? Comment appréhender et donc différencier la part de l'économie de celle du culturel ?

Alimentation carnée, élevage et pratiques sociales

Les recherches archéozoologiques du LAT, coordonnées par Marie-Pierre Horard-Herbin en collaboration avec des archéozoologues de l'Inrap et de collectivités territoriales, porteront d'une part sur le processus de la production à l'alimentation, d'autre part sur une approche par espèce.

Une première série d'études concerne les changements des pratiques d'élevage, des techniques bouchères et de l'alimentation de l'âge du Fer à la période moderne dans le Centre-Ouest. Elles sont fondées sur des études monographiques variées qui documentent les contextes d'habitat afin de développer des analyses synchroniques et diachroniques à différentes échelles sur les thèmes de l'animal

dans la ville (approvisionnement carné, modes et lieux de transformation, modes de consommation et diversité symbolique et sociale) et de la relation Homme/Animal à l'échelle d'un territoire (systèmes de production de l'élevage, réseaux de commerce d'aliments carnés).

Une seconde approche par espèce concerne le cochon de l'âge du Fer au Moyen Âge en France du Centre. L'objectif est de mieux comprendre les enjeux de l'élevage de cette espèce à travers le temps, en raisonnant sur l'ensemble des modalités régissant la production des porcs et de leur viande dans des contextes socio-économiques différents. La mise en œuvre de techniques innovantes - études de géochimie (isotopes stables) et de morphologie géométrique - bénéficiant du travail méthodologique du programme en cours ERC SIANHE, dirigé par M. Balasse et qui se terminera en 2012, permettra d'étudier d'une part, la saisonnalité des naissances des porcs et leur mode d'alimentation, d'autre part, la variabilité des morphotypes et leurs changements chronologiques.

Enfin, le chien à l'âge du Fer et à la période romaine fera l'objet d'une étude diachronique sur les transformations des morphotypes des chiens, la variabilité de leur statut (animal de boucherie, de compagnie, de chasse...) et les lieux de ces changements qui accompagnent les mutations culturelles, sociales et économiques de cette période.

Aires de répartition des produits manufacturés et faciès culturels

Les travaux à partir de produits manufacturés suivront des approches par produit ou par usage. Dans le premier cas, les recherches sur l'industrie lithique néolithique en silex dit du Grand-Pressigny se poursuivront afin d'améliorer la compréhension de l'organisation de la production spécialisée des grandes lames, dans une perspective chronologique. L'objectif est toujours d'appréhender les relations sociales entre les habitants et les maîtres-tailleurs de "livres de beurre". Les seconds appartenaient-ils aux communautés villageoises pressigniennes ou ne venaient-ils que de façon saisonnière dans cette région pour exploiter les dalles de silex afin d'obtenir les grandes lames qu'ils auraient eux-mêmes diffusées dans plusieurs régions ?

Les publications sur la céramique du 11^e au 17^e siècle en 2003 et celle prévue en 2011 sur la céramique du haut Moyen Âge marquent les principales étapes des travaux sur la céramique médiévale et moderne de la vallée de la Loire Moyenne menés depuis 1996 dans le PCR dirigé par Philippe Husi. Leur prolongement à partir de 2012 s'inscrira dans un élargissement chronologique et spatial afin de mieux cerner les faciès culturels céramiques et leurs transformations dans la longue durée. Les enjeux sont d'une part de s'affranchir des périodisations imposées par l'histoire événementielle qui ne correspondent pas aux rythmes des variations des sources matérielles, d'autre part de mieux cerner les mécanismes socio-économiques et culturels dans la moyenne et basse vallée de la Loire. La collaboration avec Yves Henigfeld, maître de conférences à l'Université de Nantes, renforcera cette extension géographique et contribuera au développement du réseau ICERAMM (Information sur la céramique médiévale et Moderne), piloté par Philippe Husi, servant d'assise à l'élaboration d'une méthodologie commune à l'échelle nationale et internationale.

Enfin, le mobilier sera mis en œuvre pour l'identification et l'analyse des affichages identitaires (culturels, sociaux ou liés au genre) chez les élites du haut Moyen Âge dans une recherche sur les 5^e-10^e siècles à plusieurs échelles, du site au cadre européen. Les travaux engagés sur les implantations scandinaves durant les 9^e-10^e siècles en Europe se poursuivront dans le cadre de collaborations internationales en insistant davantage sur la période antérieure. L'aspect spatial des recherches est fondamental pour mieux cerner le renforcement des affichages identitaires dans les sépultures féminines qui semblent revendiquer une appartenance culturelle voire ethnique éloignée.

Le monde des morts de la protohistoire à l'époque moderne.

L'archéologie funéraire reste une approche particulière des sociétés dans la longue durée. Les recherches porteront sur les gestes funéraires à l'échelle de la sépulture, sur l'organisation et la distribution spatiale des lieux d'inhumation, sur les circonstances de leur création et la nature des regroupements de tombes.

Thématiques transversales

Les thématiques transversales permettent un changement de perspective en regroupements des recherches qui seront développées dans les trois axes selon une logique différente. En outre, elles s'appuient sur des collaborations et s'inscrivent dans des programmes interdisciplinaires.

1 - *Relation Hommes/milieux (responsable : Jean-Baptiste Rigot)*

Cette thématique transversale regroupe toutes les recherches sur les relations société/milieu. Elle est fondée sur une collaboration renforcée avec l'équipe d'accueil GÉHCo (Géo-Hydrosystèmes continentaux), unité des Géosciences de l'Université de Tours (porteur de projet : Marc Desmet) avec laquelle nous inscrivons deux programmes en commun, l'un sur la dynamique fluviale et l'urbanisation à Tours coordonné par Anne-Marie Jouquand pour le LAT et Stéphane Rodriguez pour le GÉHCo, et l'autre sur le processus de formation des sols coordonné par Samuel Leturcq pour le LAT et Sébastien Salvador pour le GÉHCo. De plus, elle correspond également au pilotage par le LAT du volet archéologique de la Zone Atelier Loire pour la Loire moyenne. Dans ce cadre, les recherches portent sur les relations entre les établissements humains et le réseau hydrographique du bassin de la Loire moyenne.

Dans le cadre des interrogations sur l'évolution des paysages, une réflexion sera engagée sur la place donnée aux facteurs environnementaux dans la recherche sociétés-milieu et la manière de les introduire dans la modélisation SIG. L'objectif est de repenser la place de ces facteurs en relation avec les recherches sur la période contemporaine menée dans l'équipe IPAPE de CITERES. La question pourra être abordée par des travaux sur l'aménagement des rivières à faible contrainte et son impact sur l'évolution des paysages ainsi que par l'étude de la transformation du paysage par l'exploitation de la ressource.

2 - *Alimentation et territoires (responsable : Samuel Leturcq)*

Cette thématique transversale est nouvelle mais s'appuie sur les collaborations existantes de Marie-Pierre Horard-Herbin et de Samuel Leturcq avec l'équipe d'accueil "Alimentation" de l'Université et l'Institut Européen d'Histoire et des Cultures de l'Alimentation. L'inscription de cette thématique transversale dans le programme du LAT permettra de consolider ces collaborations autour des questions d'approvisionnement et de consommation.

Fondée sur l'exploitation des sources matérielles et textuelles, cette thématique transversale réunit des travaux des axes 1 et 3 en mettant en perspective les systèmes d'élaboration, de transformation, de consommation et de diffusion de différentes productions alimentaires dans leurs dimensions spatiales et territoriales. On s'attachera tout particulièrement à la dynamique de la viticulture, à la relation entre contenus et contenants avec comme source principale la vaisselle en terre cuite et à l'alimentation carnée. Ces champs d'investigation seront analysés dans leurs implications sociales, économiques et culturelles en France du Centre.

3 - *Archéomatique (responsable : Xavier Rodier)*

La thématique transversale *Archéomatique* regroupe l'ensemble des travaux méthodologiques et théoriques sous un terme qui traduit l'importance que le LAT accorde à l'informatisation de l'ensemble du processus de recherche archéologique, de la fouille à la publication. À ce titre, les collaborations avec les opérateurs de l'archéologie préventive sont particulièrement importantes. En premier lieu l'Inrap, avec lequel le LAT entretient d'étroites relations, en particulier au sujet de l'utilisation de la géomatique en archéologie préventive, mais aussi les services archéologiques de collectivités territoriales dont les agents sont membres du laboratoire (CG37, CG45, CG48, Communauté d'agglomérations de Bourges Plus, ville d'Angers). La thématique archéomatique regroupe des travaux utiles aux recherches menées dans les trois axes mais elle est aussi le lieu du développement de recherches méthodologiques, sur la modélisation spatiale et chronologique, ainsi que théoriques sur les changements de paradigme induits par les processus d'informatisation et la dématérialisation des données. Le rôle du LAT est ici de contribuer de manière significative au développement des méthodes de la discipline et de les transmettre par la formation initiale et continue. La réflexion en ce domaine est fortement nourrie par une partie des

doctorants, qui développent de nouveaux outils en se fondant sur les acquis du laboratoire, notamment en matière d'analyse spatiale et de modélisation.

4. Mise en œuvre du projet et perspectives

Les moyens à mobiliser

La mise en œuvre du projet repose à la fois sur la mobilisation de moyens humains et financiers. L'UMR dispose d'une équipe importante et adaptée à la réalisation du projet proposé, toutefois l'efficacité de la mise en œuvre du projet sera liée à l'accroissement des personnels de recherche : en particulier des chercheurs CNRS, moins contraints par des charges administratives et d'enseignement que les enseignants chercheurs. Par ailleurs, certaines équipes souffrent d'un manque d'HDR, il serait nécessaire de recruter de nouveaux professeurs ou DR et d'accompagner les personnels du laboratoire en mesure de soutenir une HDR. Plus globalement, il est important que les enseignants de l'UMR puissent bénéficier de décharges de services, de CRCT et/ou de délégation au CNRS pour pouvoir se consacrer pleinement aux travaux de recherche et à leur valorisation.

Comme le montre le tableau 3.1 du formulaire Bilan, la structure des moyens mobilisés par l'Unité est fortement marquée par le grand nombre de contrats de recherche. La viabilité du projet du laboratoire repose sur la poursuite de la mobilisation sur des réponses à des appels d'offre. Les projets financés sont aussi le moyen de nouer des partenariats avec des institutions en France et à l'étranger et de mettre en place des réseaux de chercheurs, impliquant des membres du laboratoire et des chercheurs extérieurs, dont la durée de mobilisation dépasse souvent le cadre du projet. L'incitation au montage de projets européens et la politique de partenariat internationaux que nous souhaitons impulser devrait permettre de développer les ressources sur contrat.

En ce qui concerne les moyens, il faut attirer l'attention de nos tutelles sur le risque d'un accroissement de la disparité entre les ressources propres et les ressources sur contrat. Par rapport aux dépenses liées à des contrats très strictement finalisées, les ressources propres sont celles qui permettent de développer et de financer les actions stratégiques pour le laboratoire (valorisation des travaux de recherche, incitation au montage de nouveaux projets, etc.). Par ailleurs, la multiplication des programmes sur contrat et l'accroissement de leur nombre implique des dépenses de fonctionnement plus importantes. Une augmentation des dotations des tutelles en rapport avec l'augmentation de la surface du laboratoire (en termes humains et scientifiques notamment) est attendue.

La politique d'attribution des moyens financiers sera poursuivie, une partie des dotations des tutelles est affectée à chaque équipe en fonction des moyens obtenus l'année d'avant et des évolutions de l'équipe en cours ou attendue. Une autre partie est réservée à des actions collectives à l'échelle de CITERES : aide à la publication, à la traduction, à colloque, au montage de projet. Cette aide sera augmentée du fait de l'attribution d'un préciput par ANR réaffectée par l'université.

Enfin le développement des compétences des personnels de l'UMR passe par l'élaboration d'un plan de formation adapté. Des efforts devront être soutenus pour ce qui concerne le renforcement en langue, que ce soit l'anglais pour faciliter les collaborations avec le monde académique anglophone ou l'arabe pour permettre une meilleure compréhension des situations analysées pour les doctorants d'EMAM. Sur le plan méthodologique, des actions de formation seront également développées pour ce qui concerne l'analyse spatiale en trois dimensions, et l'outillage en logiciel de gestion de projet.

Perspective à quatre et huit ans

La dynamique impulsée en interne pour la mise en place des séminaires de l'UMR sur la place des travaux de CITERES au sein de ses quatre principaux champs scientifiques doit permettre d'introduire une réflexion sur le positionnement scientifique du laboratoire et sur ses domaines d'excellence. Ces éléments devront permettre au cours du contrat 2012-2015 d'initier un débat sur la pertinence de l'organisation sur la base des équipes existantes, sur le périmètre des équipes, sur la pertinence des dispositifs incitatifs mis en œuvre.

Par ailleurs, les évolutions de l'UMR devront être pensées dans le cadre des recompositions éventuelles de l'organisation de la recherche liées à la création du PRES Centre Val de Loire Université comme des rapprochements avec l'Université de Poitiers. La Maison des Sciences de l'Homme de Tours au périmètre élargi pour le prochain contrat quadriennal constituera le cadre d'échanges et de collaboration avec les autres laboratoires de Tours et de la région.

Plus généralement, l'objectif à moyen terme est bien de consolider l'UMR CITERES comme un centre de recherche à rayonnement national et international sur les dimensions spatiales et territoriales des sociétés. Toutes les évolutions et restructuration internes, nouvelles intégrations de chercheurs ou reconfigurations du périmètre du laboratoire devront être évaluées à l'aune de leur capacité à renforcer la lisibilité et la cohérence du positionnement du laboratoire et à contribuer à son rayonnement.

ANNEXE

Présentation des actions transversales 2012-2015 programmées

1 - Reconfigurations familiales et vieillissement démographique : effets sociaux et territoriaux. Regards croisés Nord-Sud (porteurs : Muriel Sajoux, EMAM ; Laurent Nowik, CoST)

S'appuyant sur leur collaboration pour l'élaboration du projet ANR MAGEUR (réponse à l'appel SUD II), les équipes CoST et EMAM entendent mutualiser leurs compétences issues de recherches sur les relations entre famille et habitat dans le contexte du vieillissement démographique et de recherches centrées sur le monde arabe appréhendé dans ses relations avec d'autres espaces, notamment l'Europe méditerranéenne. Les synergies créées permettront de générer des analyses comparatives Nord-Sud sur une question cruciale, celle du vieillissement de la population.

Actions programmées : mars 2011 colloque international à Meknès sur "Vieillesse de la population dans les pays du Sud : Famille, Conditions de vie, Solidarités publiques et privées... Etat des lieux et perspectives", projet d'organiser d'un deuxième colloque sur ce thème en 2013 ou 2014 à Tours ; séminaires inter-équipes ; publications communes.

2 - Sociétés urbaines et déchets (porteurs : Bénédicte Florin, EMAM ; Claudia Cirelli, CoST ; Fabrizio Maccaglia, CoST)

Cette action transversale a pour objectif la mise en convergence de recherches en cours sur la gestion des déchets dans des contextes français et étrangers où cette question est au cœur d'enjeux politiques et de recompositions territoriales importants. Dans le cadre des préoccupations pour l'environnement, le déchet est requalifié en termes de pollution, de croissance exponentielle du volume, mais aussi de récupération de la matière. Les administrations urbaines répondent aux injonctions environnementales en mettant en place des systèmes de gestion réputés plus "performants".

Actions programmées : (a) Travail en commun sur la plate-forme électronique SUD "Sociétés Urbaines et Déchets" (Créville) : veille bibliographique mise en réseau des chercheurs, informations sur les manifestations scientifiques, etc. (b) Poursuite de la collaboration sur les services publics avec le SeRVED (Services en réseau dans les villes en développement), AFD, LATTIS ; (c) Organisation au printemps 2011 dans un second séminaire sur les systèmes de prise en charge informels des déchets ; (d) Colloque international en 2012 sur la thématique des tensions entre les modes "informels" ou "traditionnels" de prise en charge des déchets et les recompositions contemporaines des modalités de gestion des déchets (e) Préparation d'un numéro thématique de revue.

3 - Vivre et faire l'expérience de la ville : sentir et ressentir (porteurs : Anna Madoeuf, EMAM ; Denis Martouzet, IPAPE)

L'analyse de la ville s'oriente vers différentes déclinaisons des sens, sensations, sentiments et impressions. Quels processus depuis ces perceptions sensorielles pour transformer ces données en représentations construites et évolutives de la ville, qui permettent, obligent, ou empêchent les pratiques ? Comment sentir est-il déjà ressentir ? Quelles méthodes, quelles sources peuvent être mobilisées, pour quels types de résultats ?

Actions programmées : Ces pistes et questions seront débattues lors d'un atelier au congrès SIEF (Lisbonne, avril 2011), qui est préfiguré comme préalable pour tramer la mise en place d'une table-ronde et des modalités de réponses à appels d'offre thématiques (2012).

4 - Corps, Sollicitude (prendre soin), Santé : aux carrefours de soi, de l'autre et du monde (Porteurs : Anne Bargès, CoST ; François Olivier Touati, EMAM).

Cet axe interdisciplinaire explore la jonction entre sollicitude (care/ prendre soin, attention, empathie, solidarité, charité mais aussi confiance, justice, vigilance) et les regards/pratiques envers le corps et la santé. Il concerne plusieurs aires socio-chrono-culturelles et réseaux internationaux à étendre. Certes sont concernés les espaces hospitaliers, les métiers de soin(s) et du social (encore subordonnées au genre), les expériences de vie et espaces-temps charnières potentiellement fragilisants. Mais le *care* invite à réfléchir plus largement sur les principes d'interdépendance qui relient les humains entre eux et à leur environnement, sur les questions 'sensibles' de vulnérabilité.

Actions programmées : sont prévus une Journée d'étude intitulée *Comprendre le soin : inventaire comparatiste des postures* (mai 2011), un colloque international avec actes, des réponses à appels d'offres. La présence d'un Pr d'anthropologie de l'Université Laval à Québec est prévue fin 2011.

5 - Dynamiques paysagères des petites vallées : approches transdisciplinaires (porteurs : J-B. Rigot, LAT ; S. Servain-Courant, IPAPE)

L'objectif est de développer une réflexion centrée sur les dynamiques paysagères des petites vallées en mobilisant des concepts et méthodes déjà développés à l'UMR CITERES (géoarchéologie, écologie, géographie rurale, géomatique, aménagement) en partie appliquées à des petites vallées ou aux corridors fluviaux. Il est prévu d'organiser plusieurs séminaires avec visite de terrain, en interne à CITERES et en invitant des chercheurs (dont des équipes ligériennes de la Zone Atelier Loire).

Actions programmées : réalisation en commun d'une étude de terrain sur une "petites vallées", séminaires et journées d'études.

6 - Les limites des espaces patrimoniaux (porteurs : Romeo Carabelli, EMAM ; Laura Verdelli, IPAPE).

Dans le domaine urbain comme dans celui des espaces "naturels", la patrimonialisation prend la forme de la qualification d'espace. Les processus d'identification impliquent la production de limites qui ont aussi des effets administratifs et juridiques. En partant d'une approche comparative internationale (Europe, Suds) il s'agira de s'intéresser aux modalités de descriptions des limites et à l'analyse des effets des processus administratifs, techniques et sociaux mis en place, on s'interrogera en particulier sur la patrimonialisation de nouveaux espaces.

7 - Politiques publiques, risques collectifs et rapports au territoire (porteurs : Mathilde Gralepois, IPAPE ; Corinne Larrue, CoST)

L'action publique comprend l'ensemble des problèmes publics appréhendés comme des risques collectifs. Cette position s'explique par une inscription dans l'étude des mutations de l'action publique, en France et en Europe. Il s'agit d'une approche multidisciplinaire et intégrée sur le risque, qui tend à déceler les évolutions des méthodes d'analyse, procédures de traitement ainsi que démarches de gestion, communes à tous les risques collectifs.

Action(s) programmée(s) : implication dans le 4^{ème} Colloque international sur les risques technologiques et SHS (premier Toulouse ; second Lyon ; troisième Aix-Marseille) (contact : Patich Chaskiel LERASS, Thierry Coanus ENTPE), Constitution d'un réseau de chercheurs sur les approches territoriales des risques

collectifs (suite journée étude EPFL Lausanne V. November); Réponse prochain appel offre Risques
Décisions Territoires